



L'EXPERTISE



LE SENS DU SERVICE



LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE



L'AMBITION
INTERNATIONALE



DERICHEBOURG

Rapport financier semestriel
Période du 1^{er} octobre 2008 au 31 mars 2009

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

• Rapport financier semestriel	3
• Bilan consolidé	13
• Compte de résultat consolidé	15
• Tableau des flux de trésorerie consolidés	16
• Variation des capitaux propres consolidés	17
• Etat des produits et charges comptabilisés sur la période	18
• Annexe aux états financiers consolidés intermédiaires	19
• Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	64

Derichebourg, S.A.

Rapport financier semestriel

Période du 1^{er} octobre 2008 au 31 mars 2009

1.1 Evénements importants du semestre

Conséquences de la crise économique sur le niveau d'activité du groupe

- La crise économique a fortement touché l'activité Services à l'Environnement au cours de ce semestre : forte décroissance des volumes traités par le groupe, associée à une baisse des prix des matières premières se traduisant par un effet stock significatif. Le groupe considère néanmoins que le point bas, en termes de prix, a été atteint.

Par ailleurs, la filiale Polyurbaine a été déclarée attributaire par la Ville de Paris de 7 des 10 arrondissements objets de l'appel d'offres de collecte des ordures ménagères, ainsi que du lot « réceptacles de proximité ». Les prestations démarreront le 22 juin 2009.

- L'activité Servisair a réalisé un bon semestre. L'activité « Groundhandling » a bien résisté, malgré les réductions de vols opérées par les compagnies aériennes, par rapport à l'année précédente. Dans l'activité Cargo, la baisse du fret aérien au niveau mondial a entraîné une baisse significative de l'activité rendue déficitaire dans les comptes de Servisair.

- Dans l'activité Multiservices, les cessions annoncées des activités Sécurité et Sûreté aéroportuaire ont eu lieu. La crise économique impacte peu le chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent.

Dans ce contexte de crise, le groupe a pris des mesures d'adaptation :

- Maintien des stocks à un niveau bas, même si les prix d'achat peuvent sembler attractifs,
- Réalisation des investissements engagés en fin d'exercice précédent, mais gel des nouveaux investissements
- Arrêt des intérimaires, des heures supplémentaires, recours systématique au chômage partiel.

Par ailleurs, la baisse d'activité a des conséquences directes sur les charges notamment d'entretien, d'énergie, et sur la part variable des rémunérations.

La baisse des multiples observée lors de transactions, ainsi que l'incertitude relative à ces multiples compte tenu de l'étroitesse du marché actuel des transactions financières, conjuguée au décalage de flux de trésorerie attendus, ont conduit le groupe à comptabiliser des provisions pour dépréciation des écarts d'acquisition, d'un montant de 40 M€ pour l'activité Servisair et 76,7 M€ pour l'activité Multiservices.

Financement du groupe

Le groupe procède actuellement au recueil des accords écrits sur les termes d'une structure de financement arrêtée avec les banques représentant la majorité du crédit syndiqué en place. Le montant du financement, 250 millions d'euros, se substituera aux lignes court terme bilatérales existantes dans lesquelles ces mêmes banques représentent plus de 80 %.

Dès à présent, il détient un accord de principe de la majorité des banques sur leur renonciation à se prévaloir des dispositions du contrat de crédit syndiqué dans les cas de défaut tels qu'ils ressortent des comptes semestriels.

Litiges

En première instance, le groupe a été débouté de l'action pour dol qu'il a intenté à l'encontre de M. Jean-Claude Penaille suite à l'acquisition des titres JCP Participations. Cela s'est traduit par le décaissement sur le semestre de 40 M€, majorés des intérêts légaux. Le groupe a interjeté appel de cette décision.

Le groupe a déposé les mémoires en défense dans la procédure engagée par l'AMF à l'encontre de la société, de Monsieur DERICHEBOURG et de Monsieur REGIS.

La société a été informée indirectement qu'une enquête préliminaire pour délit d'initié aurait été engagée. Elle en attend les conclusions avec sérénité.

1.2. L'activité du groupe : situation financière

Le chiffre d'affaires du groupe Derichebourg après six mois d'activité s'élève à 1,207 milliard d'euros, soit une diminution de 38,3 % à périmètre et taux de change constants.

L'activité Services à l'Environnement est en retrait de 52,6% à périmètre et taux de change constants par rapport à l'an passé. La diminution est nettement moins marquée dans les autres activités : - 11,2% dans l'activité Services Aéroportuaires, et -3,3 % dans l'activité Multiservices.

1.2.1 Activité Services à l'Environnement

<i>(en millions d'euros)</i>	31/03/2009 6 mois	31/03/2008 6 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	643,3	1 343,7
EBE courant	7,1	92,6
<i>en % du CA</i>	1,1%	6,9%
Résultat opérationnel courant	(28,4)	59,9
<i>en % du CA</i>	-4,4%	4,5%
PMV s/actifs non courants	(0,1)	
Résultat opérationnel	(28,5)	59,9

Les volumes traités par l'Activité Services à l'Environnement sont en diminution de 35,6% par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est en ligne avec les baisses de production observées dans l'industrie sidérurgique. Compte tenu d'un effet prix négatif, la baisse de chiffre d'affaires est de 52,6% à périmètre et taux de change constants, portant le chiffre d'affaires de l'activité services à l'Environnement à 643,3M€.

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des tonnages et du chiffre d'affaires :

Analyse du chiffre d'affaires par métaux

(en milliers de tonnes)	31-mars-09	31-mars-08	Variation	A périmètre constant
Services à l'environnement				
Ferrailles	1 939,9	2 985,8	-35,0%	-35,0%
Métaux non ferreux	162,0	280,5	-42,2%	-42,3%
Total volumes	2 101,9	3 266,2	-35,6%	-35,6%

(en millions d'euros)	31-mars-09	31-mars-08	Variation	A périmètre et taux de change constants
Services à l'environnement				
Ferrailles	356,6	716,8	-50,3%	-50,8%
Métaux non ferreux	183,9	545,2	-66,3%	-66,4%
Prestations	102,7	81,7	25,8%	24,0%
Total chiffre d'affaires	643,3	1 343,7	-52,1%	-52,6%

La réduction des volumes est relativement uniforme sur la zone Europe (-33,9%), et plus marquée sur la zone Amériques (-42,4%).

Le groupe a finalisé deux investissements significatifs, avec l'installation de deux broyeurs de 3.000 cv l'un dans le Port de Nuremberg et l'autre dans le Port de Nantes sites, en ligne avec la stratégie d'implantations portuaires du groupe.

L'EBE courant de l'activité Services à l'environnement sur le semestre est de 7,1 M€.

En sus de l'impact de la baisse d'activité, la rentabilité de l'activité Services à l'Environnement a été fortement affectée par la dévalorisation de son stock outil au fur et à mesure que les prix des métaux ont baissé, entre octobre 2008 et mars 2009. Le groupe estime que les prix des métaux ont atteint un point bas en mars 2009, et que cet impact négatif, de l'ordre de (20 M€ à 30 M€.), ne devrait pas se reproduire au second semestre.

Compte tenu d'une dotation aux amortissements de 35,5 M€, le résultat opérationnel s'élève à (28,5 M€).

1.2.2 Activité Services Aéroportuaires

<i>(en millions d'euros)</i>	31/03/2009 6 mois	31/03/2008 6 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	305,2	361,2
EBE courant	20,7	17,1
<i>en % du CA</i>	6,8%	4,7%
Résultat opérationnel courant	8,6	4,7
<i>en % du CA</i>	2,8%	1,3%
PMV s/actifs non courants		(0,1)
Arrêt d'activité filiales déficitaires		(0,1)
Réduction d'effectifs et autres mesures relatives au personnel		(1,7)
Evolution défavorable d'un litige et autres corrections		(1,3)
Résultat de cession de participations	2,5	
Dépréciation écarts d'acquisition	(40,0)	
Résultat opérationnel	(28,9)	1,5

Le chiffre d'affaires de Servisair s'élève sur le semestre à 305,3 M€. A taux de change et périmètre constants, l'activité est en baisse de 11,2%. Ceci s'explique par la position maintes fois réitérée de ne pas accepter la pression à la baisse des prix en l'absence de contrepartie volume, ou de gains de productivité possibles. En sus, la baisse d'activité se fait progressivement ressentir, en particulier dans l'activité Cargo.

La politique sélective, associée à des conditions climatiques favorables, permettent à Servisair de dégager un EBE courant supérieur à celui de l'an dernier, à 20,7 M€, et un ratio EBE courant / chiffre d'affaires proche de l'objectif de 7% que le groupe a fixé. La zone Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada) a connu un semestre favorable, au contraire des îles britanniques, davantage touchées par la réduction des vols.

Pour les raisons exogènes mentionnées au 1., le groupe a comptabilisé une provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition affecté à Servisair, d'un montant de 40 M€, et ce en dépit des résultats favorables constatés sur le semestre.

1.2.3 Activité Multiservices

<i>(en millions d'euros)</i>	31/03/2009 6 mois	31/03/2008 6 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	258,7	270,0
EBE courant	1,6	4,7
<i>en % du CA</i>	0,6%	1,7%
Résultat opérationnel courant	(2,9)	0,5
<i>en % du CA</i>	-1,1%	0,2%
PMV s/actifs non courants Arrêt d'activité filiales déficitaires Coût des restructurations		(1,4)
Dépréciation écarts d'acquisition	(76,8)	
Résultat opérationnel	(79,7)	(0,9)

Dans un contexte de crise économique de grande ampleur, le chiffre d'affaires de l'activité Multiservices a résisté, puisqu'à périmètre et change constants, la baisse est limitée à 3,3%. Une réduction d'une ampleur supérieure a été constatée dans les métiers Energie, Interim, partiellement compensée par une forte progression du chiffre d'affaires dans le segment Aéronautique. L'activité Propreté est en retrait de 5,7%.

Ainsi qu'annoncé, les activités déficitaires Sécurité et Sûreté Aéroportuaire ont été cédées sur le semestre. Leur contribution au résultat du semestre (et de l'exercice précédent) figure sur la ligne « Résultat des activités » abandonnées.

Compte tenu du chômage technique intervenu chez de nombreux clients industriels, et du décalage du retour à la rentabilité des activités Propreté Etranger, l'EBE courant s'élève à 1,6 M€.

Ainsi qu'expliqué au 1., le groupe a constaté une provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition affecté à Multiservices d'un montant de 76,7 M€.

1.2.4 Activité Holdings

<i>(en millions d'euros)</i>	31/03/2009 6 mois	31/03/2008 6 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	0,3	1,2
EBE courant	(6,0)	(9,4)
<i>en % du CA</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>
Résultat opérationnel courant	(8,0)	(11,2)
<i>en % du CA</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>
PMV s/actifs non courants		
Arrêt d'activité filiales déficitaires		(1,0)
Coût des restructurations		
Résultat opérationnel	(8,0)	(12,2)

Le niveau de charges des holdings est stable, l'apparente économie provenant d'une clé de répartition différente de l'an dernier avec les activités opérationnelles.

1.2.5 Les résultats du groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	31/03/2009 6 mois	31/03/2008 6 mois	Var	Var en %
CHIFFRE D'AFFAIRES	1207,5	1976,1	(768,6)	-38,9%
EBE courant	23,4	104,9	(81,5)	-77,7%
<i>en % du CA</i>	<i>1,9%</i>	<i>5,3%</i>		
Résultat opérationnel courant	(30,6)	54,0	(84,6)	-156,6%
<i>en % du CA</i>	<i>-2,5%</i>	<i>2,7%</i>		
PMV s/actifs non courants	(0,1)	(0,1)		
Arrêt d'activité filiales déficitaires		(1,1)	1,1	
Coût des restructurations		(3,1)	3,1	
Evolution défavorable d'un litige et autres corrections		(1,3)	1,3	
Résultat de cession de participations	2,5		2,5	
Dépréciation écarts d'acquisition	(116,8)		(116,8)	
Résultat opérationnel	(145,0)	48,4	(193,4)	-399,4%
Frais financiers nets	(26,2)	(26,0)	(0,2)	
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(2,3)	(3,1)	0,8	
Gains et pertes de change	0,5	2,6	(2,1)	
Autres produits et charges	(4,8)	(0,3)	(4,5)	
Résultat avant impôts	(177,8)	21,7	(199,5)	
Impôt sur les bénéfices	27,9	(6,3)	34,2	
Quote-part de résultat de sociétés mises en équivalence	2,1	3,3	(1,2)	
Résultat des activités abandonnées	(19,7)	(2,9)	(16,8)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	(167,5)	15,8	(183,3)	
Revenant aux actionnaires de la société	(167,1)	15,7	(182,8)	
Revenant aux minoritaires	(0,4)	0,1	(0,5)	

Activités classées en activités "discontinued" : Sécurité, Sûreté, Servisair Cargo (France)

L'EBE courant consolidé s'élève à 23,4 M€, en repli de 81,5 M€ par rapport à l'exercice précédent, repli imputable pour l'essentiel aux conséquences de la crise économique sur l'activité Services à l'Environnement.

Après prise en compte des éléments non-récurrents détaillés ci-dessus pour (114,4 M€) et d'une dotation aux amortissements de 54 M€ en progression de 3,1 M€, le résultat opérationnel s'établit à (145) M€.

Compte tenu de frais financiers nets de 26,2 M€, stables par rapport à l'exercice précédent, d'une variation de la juste valeur des instruments financiers (equity swap) pour (2,3 M€), de gains et pertes de change pour 0,5 M€, d'autres produits et charges pour (4,8 M€), le résultat avant impôt s'élève à (177,8 M€).

Le groupe constate un produit d'impôt de 27,9 M€ lié à l'activation de pertes fiscales constatées sur le semestre, compte tenu de perspectives bénéficiaires au cours des exercices à venir.

Le détail de la contribution au résultat des activités «abandonnées » (classement IFRS 5) est le suivant :

en M€	
Sécurité et Sûreté	(5,5)
Servisair Cargo	(12,3)
(dont dépréciation goodwill)	(4,6)
Autres	(1,9)
Total	(19,7)

Ainsi qu'annoncé le 31 mars 2009, la filiale Servisair Cargo a été placée en redressement judiciaire, avec une période d'observation de six mois.

Le résultat net de l'ensemble consolidé pour le semestre est de (167,5 M€).

1.3 Evolution de la dette financière

L'endettement financier net du groupe a progressé de 775 M€ à 855 M€. Cette augmentation de 80 M€ de l'endettement net s'explique pour moitié par le paiement de 40 M€ suite à la perte en première instance dans le cadre de l'action contre Jean-Claude Penauille.

Le groupe procède actuellement au recueil des accords écrits sur les termes d'une structure de financement arrêtée avec les banques représentant la majorité du crédit syndiqué en place. Le montant du financement, 250 millions d'euros, se substituera aux lignes court terme bilatérales existantes dans lesquelles ces mêmes banques représentent plus de 80 %.

Dès à présent, il détient un accord de principe de la majorité des banques sur leur renonciation à se prévaloir des dispositions du contrat de crédit syndiqué dans les cas de défaut tels qu'ils ressortent des comptes semestriels.

1.4 Principales transactions avec les parties liées

En application des dispositions de la 4^{ème} résolution votée lors de l'assemblée générale du 12 février 2009, la convention de licences de marques portant sur l'utilisation de la marque Derichebourg est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2009. La charge du semestre s'élève donc à 70 K€.

1.5 Perspectives, Principaux risques et incertitudes pour les mois restants de l'exercice

Dans l'activité Services à l'Environnement, le groupe estime que le point bas, en termes de prix, a été atteint. La demande en matières premières secondaires commercialisées par le groupe devrait progressivement reprendre, mais à un rythme incertain, sous l'effet :

- de la fin des déstockages chez les sidérurgistes
- de la fin de la rétention chez les collecteurs de métaux et dans les casses automobiles, rétention apparue avec la forte baisse prolongée des prix.
- de l'incidence positive des plans de relance partiellement fondés sur le lancement de chantiers d'infrastructures consommateurs d'aciers longs dont la ferraille est la matière première, et de cuivre.
- de l'augmentation de la pénétration du recyclage dans les circuits économiques.

-
Le groupe observe depuis le début de son 3^{ème} trimestre de son exercice social, l'augmentation des prix de vente de certaines matières premières secondaires qu'il commercialise.

Dans l'activité Services Aéroportuaires, la saison d'été est toujours plus élevée. Toutefois, du fait de la crise, la réduction des plans de vols liée à la diminution anticipée des voyages touristiques pourrait impacter défavorablement ce second semestre, contrairement aux années antérieures.

L'activité Multiservices devrait connaître une régularité de son chiffre d'affaires, une amélioration de la profitabilité étant escomptée.

Par ailleurs, le groupe a pour objectif de finaliser dans les prochaines semaines la documentation juridique évoquée en 1.1 et 1.3.

2) Attestation du rapport financier semestriel

Je, soussigné, atteste qu'à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 2 juin 2009

Daniel DERICHEBOURG
Président Directeur Général

BILAN CONSOLIDE AU 31 mars 2009

ACTIF (en millions d'euros)	Note annexe	31/03/2009	30/09/2008
Ecarts d'acquisition	4.1	480,1	599,9
Immobilisations incorporelles	4.1	8,4	8,0
Immobilisations corporelles	4.2	557,3	568,1
Actifs financiers	4.3	61,5	47,4
Titres de sociétés mises en équivalence		20,0	19,6
Impôts différés actifs	4.21	55,6	16,0
Autres actifs non courants	4.4	8,2	4,9
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		1 191,1	1 263,8
Stocks et en-cours	4.5	73,7	122,5
Créances clients	4.6	372,8	566,4
Créances d'impôt		9,2	9,3
Autres actifs courants	4.6	98,7	136,9
Actifs financiers courants	4.6	6,2	6,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.7	141,0	108,8
Instruments financiers actifs	4.11	0,5	7,8
TOTAL ACTIFS COURANTS		702,0	958,3
Total actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés		21,6	8,7
TOTAL ACTIF		1 914,6	2 230,7

PASSIF (en millions d'euros)	Note annexe	31/03/2009	30/09/2008
Capital social	4.8	42,6	42,6
Primes liées au capital		39,7	39,7
Actions propres		(3,7)	(3,6)
Réserves		314,9	264,2
Résultat de l'exercice		(167,1)	77,7
Capitaux propres groupe		226,3	420,6
Intérêts minoritaires	4.9	0,9	1,3
TOTAL CAPITAUX PROPRES		227,2	421,9
Emprunts et dettes financières	4.10	126,4	649,2
Provision retraite et avantages similaires	4.12	40,0	42,8
Autres provisions	4.12	32,8	31,2
Impôts différés	4.21	32,6	32,1
Autres passifs long terme	4.15	0,6	1,1
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		232,4	756,3
Dettes court terme et découverts bancaires	4.10	876,2	242,9
Provisions	4.13	7,3	13,5
Fournisseurs	4.14	281,7	492,1
Dettes d'impôts		12,8	9,8
Autres passifs courants	4.14	217,3	265,4
Instruments financiers passifs	4.11	28,2	17,2
TOTAL PASSIFS COURANTS		1 423,5	1 040,9
Total passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés ou abandonnés		31,5	11,6
TOTAL PASSIF		1 914,6	2 230,7

RESULTAT CONSOLIDE AU 31 mars 2009

(en millions d'euros)	Note annexe	31/03/2009	31/03/2008 (1)
Chiffre d'affaires	4.16	1 207,5	1 976,0
Autres produits de l'activité		3,7	1,0
Achats consommés		(463,5)	(1 072,4)
Charges externes		(224,9)	(253,2)
Charges de personnel	4.28	(479,7)	(521,7)
Impôts et taxes		(23,3)	(23,9)
Dotations aux amortissements		(54,4)	(50,9)
Dotations aux provisions	4.17	(16,8)	(4,9)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		(1,1)	0,4
Autres charges d'exploitation	4.18	(8,8)	(9,6)
Autres produits d'exploitation	4.18	30,5	13,3
Résultat opérationnel courant		(30,6)	54,0
Autres charges opérationnelles	4.19	(116,9)	(15,6)
Autres produits opérationnels	4.19	0,1	10,0
Résultat sur cessions de participations consolidées		2,5	0,0
RESULTAT OPERATIONNEL		(145,0)	48,4
Frais financiers nets	4.20	(26,2)	(26,1)
Juste valeur des instruments	4.11.2	(2,3)	(3,1)
Gains et perte de change et autres	4.20	(4,2)	2,4
Résultat avant impôts		(177,8)	21,6
Impôts sur les bénéficiaires	4.21	27,9	(6,3)
Part de résultat des sociétés mises en équivalence		2,1	3,3
Résultat net		(147,8)	18,6
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	4.22	(19,6)	(2,8)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(167,5)	15,8
Revenant :			
- aux actionnaires de la société		(167,1)	15,7
- aux intérêts minoritaires		(0,4)	0,1
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société (en € par action)	4.23		
- de base		(0,87)	0,11
- dilué		(0,85)	0,11
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société après résultat activités arrêtées ou cédées (en € par action)			
- de base		(0,99)	0,09
- dilué		(0,96)	0,09

(1) Montants modifiés suite à application IFRS5 aux activités Sûreté, Sécurité et Cargo France et autres activités

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	31/03/2009	31/03/2008
Résultat net consolidé	(167,5)	15,8
Ajustements pour :		
Elimination du résultat des sociétés mises en équivalence	(2,1)	(3,3)
Amortissements et provisions	167,3	45,7
Profits et pertes de juste valeur	4,0	0,9
Elimination des résultats de cession	(3,4)	0,5
Elimination des produits de dividendes	(0,1)	(0,2)
Autres produits et charges sans incidence trésorerie		0,0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(1,8)	59,5
Coût de l'endettement financier net	27,6	28,9
Charge d'impôt	(27,9)	6,3
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(2,0)	94,8
Variation du BFR lié à l'activité	45,2	(47,4)
Impôts versés	(4,2)	(7,5)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	39,0	39,8
Acquisition de titres consolidés net de la trésorerie	(40,7)	(1,4)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(52,2)	(56,9)
Acquisition d'actifs financiers	(1,3)	(5,6)
Variation des prêts et avances consentis	(3,0)	(19,1)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,6	1,9
Cession d'actifs financiers	0,0	0,4
Dividendes reçus	0,2	0,4
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	(95,4)	(80,4)
Emission d'emprunts	153,8	201,0
Remboursement d'emprunts	(79,9)	(83,4)
Intérêts financiers nets versés	(26,9)	(28,6)
Dividendes versés aux actionnaires du groupe	(0,0)	(15,4)
Dividendes versés aux minoritaires	(0,1)	(0,2)
Actions propres	(0,1)	(1,0)
Autres flux liés aux opérations de financement	0,0	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	46,7	72,5
Impact des activités abandonnées	14,0	
Incidence de la variation des taux de change	(0,6)	(3,3)
VARIATION DE LA TRESORERIE	3,7	28,6
Trésorerie d'ouverture	(24,1)	(77,9)
Trésorerie de clôture	(20,4)	(49,3)
VARIATION DE LA TRESORERIE	3,7	28,6

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux Propres
Situation au 1er octobre 2007 (1)	45,8	144,7	(2,4)	91,3	-1,8	81,4	359,0	1,6	360,6
Affectation du résultat				81,4		(81,4)	0,0		0,0
Dividendes versés				(15,3)			(15,3)	(0,1)	(15,4)
Actions propres			(1,0)				(1,0)		(1,0)
Résultat de l'exercice (part du groupe)						15,7	15,7	0,1	15,8
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				1,6	(9,1)		(7,5)		(7,5)
Annulation des actions propres suite à l'absorption de CFF RECYCLING	(3,2)	(105,0)		108,2					
Situation au 31 mars 2008 (1)	42,6	39,7	(3,4)	267,2	(10,9)	15,7	350,9	1,6	352,5
Actions propres			(0,2)				(0,2)		(0,2)
Résultat de l'exercice (part du groupe)						62,0	62,0	(0,4)	61,6
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				0,4	7,5		7,9		7,9
Autres variations							0,0	0,1	0,1
Situation au 30 septembre 2008	42,6	39,7	(3,6)	267,6	(3,4)	77,7	420,6	1,3	421,9
Affectation du résultat				77,7		(77,7)	0,0		0,0
Dividendes versés				(13,7)			(13,7)	(0,1)	(13,8)
Actions propres			(0,1)				(0,1)		(0,1)
Résultat de l'exercice (part du groupe)						(167,1)	(167,1)	(0,4)	(167,5)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(9,5)	(3,7)		(13,2)		(13,2)
Autres variations				(0,1)			(0,1)		(0,1)
Situation au 31 mars 2009	42,6	39,7	(3,7)	322,0	(7,1)	(167,1)	226,3	0,9	227,2

(1) Montants modifiés suite à la correction de la comptabilisation du contrat d'equity swap (cf note 4.12.2 de l'annexe aux comptes consolidés du 30 septembre 2008)

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES SUR LA PERIODE

(en millions d'euros)	31-mars-09	30-sept-08
Ecarts de conversion	(3,7)	(9,1)
Couverture de flux de trésorerie		
- profit (perte) porté(e) en capitaux propres	(14,3)	(0,3)
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres	4,8	0,1
Produits et charges comptabilisées directement en capitaux propres	(13,2)	(9,3)
Résultat de la période	(167,5)	15,8
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES SUR LA PERIODE	(180,7)	6,5
Dont		
- part revenant aux actionnaires de la société	(180,3)	78,0
- part revenant aux intérêts minoritaires	(0,4)	0,1

Annexe aux états financiers consolidés intermédiaires

1.	Identification de l'émetteur	20
2.	Principes, règles et méthodes comptables	20
2.1	Principes généraux	20
2.2	Principes comptables	22
2.3	Règles et méthodes d'évaluation	23
3.	Evolution du périmètre de consolidation	33
3.1	Entrées dans le périmètre de consolidation	33
3.2	Sorties du périmètre de consolidation	33
3.3	Restructuration interne	34
3.4	Cessions d'activités et activités destinées à être cédées	34
4.	Notes annexes	34
4.1	Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	34
4.2	Immobilisations corporelles (inclus crédit-bail)	37
4.3	Actifs financiers	38
4.4	Autres actifs non courants	38
4.5	Stocks et en-cours	39
4.6	Créances clients, autres créances et actifs financiers courants	40
4.7	Trésorerie et équivalents de trésorerie	40
4.8	Capitaux propres consolidés	41
4.9	Intérêts minoritaires	41
4.10	Endettement	42
4.11	Instruments financiers	45
4.12	Provisions non courantes et provisions pour engagements envers le personnel	51
4.13	Provisions courantes	51
4.14	Autres passifs courants	52
4.15	Autres passifs non courants	52
4.16	Informations sectorielles	52
4.17	Dotations aux provisions	54
4.18	Autres produits et charges d'exploitation	55
4.19	Autres produits et charges opérationnels	55
4.20	Frais financiers nets	55
4.21	Impôt sur les résultats	56
4.22	Activités arrêtées ou en cours de cession	58
4.23	Résultat par action	60
4.24	Engagements	61
4.25	Litiges significatifs	62
4.26	Passifs éventuels	62
4.27	Transactions avec les parties liées	63
4.28	Informations sociales	63

1. Identification de l'émetteur

DERICHEBOURG est une société anonyme créée et domiciliée en France, 119, avenue du général Michel Bizot 75012 PARIS. DERICHEBOURG est cotée sur le marché Euronext, compartiment A. Les principales activités du groupe sont les suivantes :

- activité services à l'environnement,
- activité multiservices,
- activité services aéroportuaires,
- activité Holding.

Les états financiers consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2008 au 31 mars 2009, ont été présentés au Conseil d'Administration du groupe le 25 mai 2009 et ont fait l'objet d'un examen limité par nos Commissaires aux comptes.

Ils reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées.

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1 Principes généraux

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers au 31 mars 2009 du Groupe Derichebourg sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire ») telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Les règles et méthodes sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2008. Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe Derichebourg au 30 septembre 2008.

Les états financiers consolidés du Groupe Derichebourg pour l'exercice clos le 30 septembre 2008 sont disponibles sur demande au siège social de la société situé 119, avenue Michel Bizot à Paris ou sur le site internet www.derichebourg.com.

2.1.2 Continuité d'exploitation

A la date du 31 mars 2009, le groupe ne respecte pas les covenants financiers de son crédit syndiqué, ce qui rendrait en l'absence de renonciation par les banques d'appliquer la clause de défaut, le montant emprunté et les intérêts courus immédiatement exigibles si la majorité des prêteurs le décidaient. En sus, le groupe utilise des lignes court terme bilatérales non-confirmées susceptibles d'être dénoncées.

Le groupe procède actuellement au recueil des accords écrits sur les termes d'une structure de financement arrêtée avec les banques représentant la majorité du crédit syndiqué en place. Le montant du financement, 250 millions d'euros, se substituera aux lignes court terme bilatérales existantes dans lesquelles ces mêmes banques représentent plus de 80 %.

Dès à présent, il détient un accord de principe de la majorité des banques sur leur renonciation à se prévaloir des dispositions du contrat de crédit syndiqué dans les cas de défaut tels qu'ils ressortent des comptes semestriels.

Le conseil d'administration, après avoir examiné ces différents éléments, a estimé qu'ils permettent d'établir les comptes semestriels consolidés résumés suivant le principe de continuité d'exploitation.

2.1.3 Normes et Interprétations

2.1.3.1 Normes et interprétations applicables à l'exercice ouvert le 1^{er} octobre 2008

Les normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne qui trouvent à s'appliquer de façon obligatoire aux comptes consolidés du Groupe Derichebourg à compter du 1^{er} octobre 2008 sont les suivantes :

IFRIC 14 IAS 19 – Limite des avantages économiques liés au surfinancement d'un régime, obligations de financement minimum et leur interaction

L'interprétation IFRIC 14 a été publiée en juillet 2007 et est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. Cette interprétation fournit des commentaires sur les modalités d'évaluation de l'actif qui peut être comptabilisé au titre d'un régime de prestations définies en application d'IAS 19 Avantages du Personnel.

Cette interprétation n'a pas d'impact sur les comptes du Groupe.

IFRIC 13 – Programme de fidélisation de la clientèle

L'interprétation IFRIC 13 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2008 relative au programme de fidélisation de la clientèle n'a pas d'impact sur les comptes du Groupe.

Cette interprétation n'a pas d'impact sur les comptes du Groupe.

2.1.3.2 Normes et interprétations publiées non encore en vigueur

Le Groupe Derichebourg n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations applicables de manière obligatoire à une date future, notamment de :

- la norme IAS1 « Présentation des états financiers » révisée et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- la norme IAS23 « Comptabilisation des coûts d'emprunts » amendée et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- la norme IFRS8 « Secteurs opérationnels » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 en remplacement de la norme IAS14.
- la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » amendée et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- la norme IAS32 « Instruments financiers consolidés et individuels » amendée et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- l'interprétation IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- l'interprétation IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- l'interprétation IFRIC 17 « Distributions en nature aux actionnaires » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.
- la norme IFRS3 « Regroupements d'entreprises » révisée et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 n'a pas d'impact sur les comptes du Groupe.

2.2 Principes comptables

2.2.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50%, mais sur lesquelles le groupe exerce le contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'en obtenir des avantages, sont consolidées selon cette même méthode.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

2.2.2 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- provisions,
- évaluations retenues pour les tests de perte de valeur,
- impôts différés.

La direction revoit régulièrement ces estimations sur la base des informations dont elle dispose. Les données définitives peuvent éventuellement différer de ces estimations et hypothèses.

2.2.3 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont présentés au bilan séparément des capitaux propres du groupe.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les pertes d'une société du groupe consolidée par intégration globale est supérieure à leur part dans les capitaux propres, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires, sauf si les associés minoritaires ont une obligation expresse de combler ces pertes.

2.2.4 Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements étrangers correspond à la monnaie locale. Les états financiers des sociétés étrangères qui sont présentés dans une monnaie différente de la monnaie d'établissement des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ». Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les goodwill relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

2.2.5 Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les comptes clients et fournisseurs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans le résultat de l'exercice.

2.3 Règles et méthodes d'évaluation

2.3.1 Produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires)

Le chiffre d'affaires consolidé représente pour les activités Multiservices et Services Aéroportuaires, le montant des services rendus auprès des clients extérieurs au groupe, au fur et à mesure où les services sont rendus.

Pour l'activité Services à l'Environnement, le chiffre d'affaires est constaté au moment du transfert des risques et avantages inhérents à la propriété des produits fabriqués, c'est-à-dire généralement lors de l'expédition.

Il inclut, après élimination des opérations intra groupe, le chiffre d'affaires :

- des sociétés intégrées globalement,
- des sociétés contrôlées conjointement, consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, pour la quote-part revenant au Groupe.

2.3.2 Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans de souscription ou d'achat d'actions sont définies par la norme IFRS 2 «paiements fondés sur des actions ».

L'attribution de « stock-options » représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par le groupe. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Des options de souscription d'actions sont attribuées aux salariés et aux mandataires sociaux du Groupe. La juste valeur des options attribuées est déterminée, à la date d'attribution.

Des informations sur les plans en vigueur sont fournies dans les notes annexes aux comptes consolidés.

2.3.3 Coûts d'emprunts

Les intérêts des capitaux empruntés pour financer des investissements pendant la période précédant leur mise en exploitation sont constatés en résultat dans la période où ils sont encourus.

2.3.4 Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Selon la méthode du report variable, ils sont calculés sur la base du taux d'impôt attendu sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice sur l'autre sont inscrits dans le résultat de l'exercice au cours duquel la modification est constatée.

Les impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres, sont également comptabilisés en capitaux propres.

Concernant les différences temporelles relatives à des participations dans des sociétés intégrées selon la méthode proportionnelle, un passif d'impôt différé est comptabilisé sauf :

- si le groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera, ou
- si la différence temporelle ne s'inverse pas dans un avenir prévisible.

Les impôts différés actifs résultant de différences temporelles, des déficits fiscaux et des crédits d'impôts reportables sont limités au montant estimé de l'impôt récupérable.

Celui-ci est apprécié à la clôture de l'exercice, en fonction des prévisions de résultat des entités fiscales concernées. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

2.3.5 Résultat par action

Le résultat par action non dilué (résultat de base par action) correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres d'autocontrôle.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par le groupe et susceptibles d'accroître le nombre d'actions en circulation tels que les options de souscription et d'achat d'actions.

2.3.6 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles identifiables ou séparables contrôlées par le Groupe sont comptabilisées à l'actif du bilan. Elles comprennent principalement les logiciels informatiques et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, durée généralement comprise entre 12 mois et 5 ans selon leur importance. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition.

2.3.7 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'écart constaté, à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres de celle-ci et la part du Groupe dans la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs, passifs et passifs éventuels relatifs à la société acquise à la date de la prise de participation.

Les écarts d'acquisition positifs sont présentés à l'actif du bilan dans le poste écarts d'acquisition. Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition, dans le poste « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.

2.3.8 Perte de valeur des actifs immobilisés autres que financiers

Les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles et corporelles doivent faire l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances :

- pour les immobilisations dont la durée de vie est indéfinie (cas des écarts d'acquisition), un test de valeur est réalisé au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît,
- pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat

opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en appliquant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs, susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Ces flux de trésorerie futurs estimés sont établis sur un horizon de 5 à 6 ans. Au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance à l'infini. Les UGT définies par le groupe correspondent aux activités suivantes :

- services à l'environnement,
- multiservices,
- services aéroportuaires.

2.3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur. Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement selon le mode linéaire sur la durée d'utilité du bien ; le mode d'amortissement accéléré peut néanmoins être utilisé lorsqu'il apparaît plus pertinent au regard des conditions d'utilisation des matériels concernés.

Les durées d'utilité généralement constatées sont les suivantes :

Constructions	10 à 30 ans
Matériel et installation techniques	3 à 10 ans
Matériel aéroportuaire	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en résultat, à l'exception de ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

2.3.10 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées en produits différés. Elles sont ramenées en produits sur une base rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

2.3.11 Contrats de location-financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer en substance au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Ces biens sont présentés à l'actif pour leur prix de revient au moment de l'acquisition et sont amortis sur leur durée d'utilisation, la dette correspondante est inscrite au passif.

Les paiements au titre de la location sont répartis entre les charges financières et la réduction de la dette liée au contrat de location de façon à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû inscrit au passif.

Les contrats de location ne présentant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrés comme des contrats de location simple, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat pendant toute la durée du contrat.

2.3.12 Participation dans les sociétés mises en équivalence

Les participations du Groupe comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont initialement enregistrées au coût d'acquisition, comprenant le cas échéant le goodwill dégagé. Leur valeur comptable est, par la suite, augmentée et diminuée pour prendre en compte la part du Groupe dans les bénéfices ou les pertes, réalisés après la date d'acquisition. Lorsque les pertes sont supérieures à la valeur de l'investissement net du Groupe dans l'entreprise mise en équivalence, ces pertes ne sont pas reconnues, à moins que le Groupe n'ait contracté un engagement de recapitalisation ou effectué des paiements pour le compte de l'entreprise associée. S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable des participations consolidées par mise en équivalence est testée selon les modalités décrites dans la note relative aux pertes de valeur d'actifs immobilisés non financiers.

2.3.13 Autres actifs financiers non courants

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les prêts et créances et les actifs disponibles à la vente (comprenant pour l'essentiel les titres de participations).

Conformément à la norme IAS 39 "Instruments financiers – comptabilisation et évaluation", les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont considérés, de par leur nature, comme des actifs disponibles à la vente et sont, dans ce cadre, comptabilisés pour leur juste valeur.

S'agissant de titres cotés, la juste valeur correspond au cours de bourse. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût de revient. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres dans un compte destiné à cet effet.

En cas d'indication objective de dépréciation, une perte de valeur irréversible est constatée en résultat. La reprise de cette perte de valeur en résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres de participation considérés.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une comptabilisation de perte de valeur s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à évoluer favorablement dans le futur.

2.3.14 Cession de créances commerciales

Le pôle environnement a mis en place, un contrat de cession de créances commerciales qui transfèrent au cessionnaire la quasi-totalité des risques et avantages attachés aux créances cédées. En application de la norme IAS 39, les créances cédées au titre de ces contrats sont décomptabilisées.

2.3.15 Stocks et travaux en cours

Les stocks de matières premières et de marchandises sont comptabilisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Les encours et produits finis de l'activité environnement sont valorisés à leur prix de revient, comprenant les coûts des matières ainsi que les coûts de main d'œuvre et les autres frais directement rattachables à la production.

A chaque clôture, les stocks sont valorisés au plus bas du prix de revient et de valeur nette de réalisation.

2.3.16 Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont évaluées à leur valeur nominale, actualisée le cas échéant, sous déduction des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement. Les provisions pour dépréciation sont déterminées au cas par cas.

Dans le pôle multiservices, les créances douteuses font l'objet d'une provision pour dépréciation nominative :

- totale ou partielle en cas de procédure collective et d'antériorité inférieure à douze mois,
- totale lorsque la probabilité de recouvrement est incertaine et l'antériorité supérieure à douze mois, sauf pour les retards de règlement des administrations publiques considérés comme conjoncturels.

2.3.17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds de caisse et les dépôts à vue, à l'exclusion des découverts bancaires qui figurent dans les passifs financiers. Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie court terme. Les valeurs mobilières comprennent les placements de trésorerie, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à tout moment. Ils sont valorisés à leur valeur de marché. La variation de juste valeur de ces actifs est comptabilisée en résultat.

Pour qu'elles soient considérées comme un équivalent de trésorerie, elles doivent être facilement convertibles et soumises à un risque négligeable de changement de valeur.

2.3.18 Titres auto-détenus

Les titres auto-détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

2.3.19 Engagements de retraites et autres avantages au personnel

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan tant pour le personnel en activité et pour le personnel retraité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations annuelles. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques du pays dans lequel le régime est en vigueur.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (fonds de pension ou contrats d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé(e) comme actif ou passif au bilan, après déduction des écarts actuariels cumulés ainsi que du coût des services passés non encore comptabilisés. Toutefois les excédents d'actifs ne sont comptabilisés au bilan que dans la mesure où ils représentent un avantage économique futur pour le Groupe.

Le coût des services passés correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat. A l'inverse, lorsque l'adoption d'un nouveau régime donne lieu à l'acquisition de droits postérieurement à sa date de mise en place, les coûts des services passés sont comptabilisés en charge, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient entièrement acquis.

Les écarts actuariels résultent principalement des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée). Les écarts actuariels nets cumulés non comptabilisés à la date de clôture précédente qui excèdent le plus haut de 10% de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à cette date (avant déduction des actifs du régime) et 10% de la juste valeur des actifs du régime à cette date sont étalés de façon linéaire sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des bénéficiaires du régime.

Pour les régimes à prestations définies, la charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, l'amortissement du coût des services passés, l'amortissement des écarts actuariels éventuels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime ; le coût de l'actualisation et le rendement attendu des actifs sont comptabilisés en résultat financier.

2.3.20 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de manière précise. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour litiges liés à l'activité concernent, pour l'essentiel, des litiges avec le personnel. Elles sont évaluées au cas par cas dans les activités Services à l'Environnement et Services Aéroportuaires et, compte tenu du nombre, sur base statistique mais nominative dans la division multiservices.

Les provisions pour restructuration intègrent le coût des plans et mesures engagés, dès lors que ces derniers ont fait l'objet d'une annonce avant la date de clôture de l'exercice.

2.3.20.1 Provisions pour médailles du travail

Dans l'activité Services à l'Environnement une gratification associée aux médailles du travail est octroyée aux salariés après un certain nombre d'années d'activité salariée. Les médailles du travail sont déterminées sur la base d'un calcul actualisé prenant en considération des hypothèses de probabilité de présence dans la société, ainsi qu'un taux d'actualisation de 5,25%.

Les gratifications sont octroyées selon le millésime d'exigibilité de la médaille :

- Argent 20 ans : 500€
- Vermeil 30 ans : 800€
- Or 35 ans : 1100€
- Grand or 40 ans : 1500€

2.3.20.2 Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation propre à chaque métier, quelle que soit leur échéance de retournement.

Les provisions pour autres risques courants sont principalement constituées de provisions pour pénalités de retard, de provisions pour licenciements individuels et autres risques rattachés à l'exploitation.

2.3.20.3 Provisions non courantes

Les provisions non courantes correspondent aux provisions non directement liées au cycle d'exploitation et dont l'échéance est généralement supérieure à un an. Elles comprennent notamment des provisions pour litiges.

La part à moins d'un an des provisions non courantes est présentée au bilan dans les provisions courantes.

2.3.20.4 Provisions pour risques environnementaux

Les provisions pour risques liés à l'environnement sont constituées lorsqu'une disposition légale ou contractuelle rend obligatoire le réaménagement des sites d'exploitations. Ces provisions sont évaluées par site à partir d'estimation des coûts de ces travaux.

Activités multiservices et services aéroportuaires

Ces activités ne présentent pas de risques majeurs pour l'environnement. En effet, elles ne mettent en œuvre aucun processus de production portant gravement atteinte aux ressources rares ou non renouvelables, aux réserves naturelles (eau, air) ou à la biodiversité.

Activité services à l'environnement

Concernant l'activité recyclage, DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT a mis en place plusieurs indicateurs afin de mesurer l'impact de ses activités sur l'environnement à travers notamment la mesure de la consommation des ressources naturelles.

Il a été opté pour une construction progressive de la communication environnementale en procédant dans un premier temps à la diffusion des indicateurs essentiels sachant que la consommation de matières premières n'est pas significative en raison de la nature même de cette activité, le recyclage. De plus, ce métier qui consiste principalement à collecter, transformer et revaloriser des déchets en matières premières secondaires, concourt par lui-même à la réduction d'effets nocifs sur l'environnement.

Des efforts importants sont mis en œuvre chaque année pour mettre aux standards du groupe les centres de valorisation nouvellement acquis. De nombreuses actions sont entreprises pour réduire le bruit de certains sites industriels, surveiller étroitement les rejets dans l'air et l'eau et protéger les sols.

Conjointement, le groupe continue ses efforts en vue de revaloriser en matière ou en énergie une proportion croissante de ses résidus de broyage.

Au cours de l'exercice, DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT a continué ses investissements dans le secteur du marché des Déchets des Equipements Electriques et Electroniques (DEEE), consolidant son rang de premier opérateur français sur ce nouveau marché.

Le suivi et la gestion des questions environnementales de DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT sont assurés par les structures régionales, chacune d'elles disposant d'un responsable environnement.

2.3.21 Dettes financières (courantes et non courantes)

Les dettes financières comprennent les contrats de crédits syndiqués conclus le 1^{er} juin 2007 et les autres emprunts évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Celui-ci incorpore au coût de la dette les frais d'émission, portés à l'origine en diminution du montant nominal de la dette au passif. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est constatée de manière actuarielle.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste dettes financières courantes.

2.3.22 Juste valeur des produits dérivés actifs et passifs (IAS 32-39)

Pour couvrir son exposition aux risques de marché (taux, change et matières premières), le Groupe utilise des instruments dérivés.

Conformément à la norme IAS 39, tout instrument dérivé doit figurer au bilan à sa « juste valeur ». Lorsque les instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans trois cas :

- couverture de juste valeur,
- couverture de flux futurs de trésorerie,
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Une couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition au risque de variation de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'engagements fermes non comptabilisés, attribuable à l'évolution de variables financières (taux d'intérêt, cours de change, cours d'action, cours des matières etc.).

Une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou à une transaction prévue hautement probable.

Une couverture d'un investissement net en monnaie étrangère couvre le risque de change afférent à une participation nette dans une filiale étrangère consolidée.

Le groupe utilise plusieurs types d'instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses frais financiers, couvrir le risque de change associé aux emprunts en devises et gérer la répartition de la dette entre dette à taux fixe et dette à taux variable.

Les contrats d'échange « swaps » de taux d'intérêt permettent au groupe d'emprunter à long terme à taux variable et d'échanger le taux de la dette ainsi levée, dès l'origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe ou variable. Le groupe achète des options sur taux d'intérêts, des caps (plafonds sur taux) ou des floors (plancher sur taux) dans le cadre de sa stratégie de couverture de la dette et des instruments financiers.

Les dérivés de taux et de change utilisés par le groupe pour couvrir les variations de ses dettes libellées en devises étrangères sont qualifiés de couverture en IAS 39 du fait que :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place,
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et de façon régulière tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes, le dérivé étant toujours évalué au bilan pour sa juste valeur :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la variation de la juste valeur du dérivé est enregistrée par résultat. Cette variation est compensée en résultat par la réévaluation au bilan de l'élément couvert. L'éventuel écart entre deux variations de valeur représente l'inefficacité de la relation de couverture.
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en capitaux propres dans un compte de réserve spécifique et la variation de valeur de la partie considérée comme « inefficace » est comptabilisée en résultat. Les montants enregistrés en compte de réserve sont repris en résultat au fur et à mesure de la comptabilisation des flux couverts.
- pour les couvertures d'un investissement net à l'étranger, la partie « efficace » des variations de valeur de l'instrument dérivé est inscrite dans les capitaux propres dans la rubrique réserve de conversion, la partie des variations de valeur considérée comme « non efficace » est enregistrée en résultat. Le profit ou la perte sur le dérivé qui a été comptabilisé dans les réserves de conversion doit être comptabilisé en résultat lors de la cession de l'entité étrangère ayant fait l'objet de l'investissement initial.

Le Groupe utilise dans le cadre de son activité négoce de métaux non-ferreux, des contrats d'achats et de ventes à terme conclus sur la bourse des Métaux de Londres (LME) pour réduire son exposition au risque de fluctuation des cours des métaux non-ferreux (cuivre, aluminium, nickel). Les variations de juste valeur des instruments dérivés (achats et ventes à terme de métaux sur le LME) sont comptabilisées au résultat.

Les contrats d'achats et de ventes de métaux non ferreux réalisés au sein de l'activité négoce de métaux non-ferreux, avec des tiers externes au Groupe répondent à la définition d'un instrument dérivé au sens d'IAS 39. Les variations de juste valeur de ces engagements d'achats et de ventes fermes sont comptabilisées en résultat.

Le groupe a mis en place un contrat d'Equity swap. Ce contrat est un instrument dérivé. Il est comptabilisé pour sa juste valeur à la date de transaction au bilan dans les actifs ou passifs financiers courants. Les variations de juste valeur sont enregistrées au résultat.

2.3.23 Activités destinées à être cédées et abandonnées.

Les actifs et les passifs liés relatifs à des activités destinées à être cédées ou abandonnées sont classés séparément des autres postes du bilan, respectivement en « Actifs et groupes d'actifs destinés à être cédés ou abandonnés » et « Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés ou abandonnés ». Ces actifs, nets des passifs liés, sont évalués au montant le plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente.

Les profits et les pertes nets d'impôts et les profits et les pertes après impôt résultant de la cession de ces activités, ou de l'ajustement des actifs et passifs liés à la juste valeur diminuée des coûts de vente, sont regroupés sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession ».

2.3.24 Normes non encore adoptées par le Groupe.

La norme IFRS 8 « secteurs opérationnels », la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » révisée et la norme IAS 23 « coût d'emprunts » révisée ne sont pas d'application obligatoire. Leur impact éventuel fera l'objet d'une évaluation en cours d'exercice.

3. Evolution du périmètre de consolidation

3.1 Entrées dans le périmètre de consolidation

Environnement

Création de la société ECOPHU SAS

Multiservices

Création des sociétés - Derichebourg ATIS GMBH
- Derichebourg Evolution Formation
- Derichebourg Technologie

3.2 Sorties du périmètre de consolidation

Environnement

Cession de la société Canibal

Fusion-absorption de la société Metall Trading dans la société Metallum en date du 1^{er} octobre 2008

Multiservices

Cession des sociétés :
- Derichebourg Sûreté
- Derichebourg Sécurité
- AGS
- Derichebourg Prévention Sécurité Formation

Services Aéroportuaires

Cession des sociétés :
- Snowlift LLC
- Servisair Joshi India Private Ltd
Sortie de la société Servisair Escales, en cours de liquidation

3.3 Restructuration interne

Apport de l'activité Télésurveillance par la société Derichebourg Sécurité à la société Derichebourg Télésurveillance (création de société)

3.4 Cessions d'activités et activités destinées à être cédées

Les activités cédées et les activités en cours de cession sont comptabilisées au compte de résultat sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession ». Ce poste comporte le résultat de l'exercice 2008-2009 des activités arrêtées ou cédées sur l'exercice 2008-2009 :

- Impact de la cession des activités Sécurité et Sûreté et contribution au résultat de la période : -5,5 M€
- Servisair Cargo France : contribution au résultat de la période -12,3 M€
- Autres activités: contribution au résultat de la période -1.9 M€

4. Notes annexes

4.1 Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

En M€	Valeur au 30-09-08	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-09
Ecart d'acquisition	619,8	0,1		1,7	(5,0)	(0,1)	616,5
Concessions, brevets, licences	9,2	0,2	(0,3)	(0,1)	(0,4)	(0,0)	8,6
Autres immobilisations incorporelles	11,4	0,6	(0,0)	(0,0)	1,9	0,2	14,1
Avances et acomptes versés							
Total valeurs brutes	640,4	0,9	(0,3)	1,6	(3,6)	0,1	639,1
Ecart d'acquisition	(19,9)	(116,8)		(0,0)	0,2	0,1	(136,4)
Concessions, brevets, licences	(7,4)	(0,3)	0,3	0,1	0,1	0,0	(7,2)
Autres immobilisations incorporelles	(5,3)	(0,8)	0,0	0,0	(0,9)	(0,1)	(7,1)
Total amortissements	(32,5)	(117,9)	0,3	0,1	(0,6)	0,0	(150,6)
Total valeurs nettes	607,9	(117,0)	(0,0)	1,7	(4,1)	0,1	488,5

4.1.1. Augmentation des Ecarts d'acquisition par nature

En M€	31-03-09
SAN GERMANO / AZIENDA COLOMBO	1,6
DIVERS	0,2
Total Ecarts d'acquisition	1,8

- Achat de contrats à la société Azienda Colombo

4.1.2 Tests de dépréciation

Des tests d'impairment ont été mis en œuvre au 31 mars 2009.

Les informations relatives aux unités génératrices de trésorerie sur lesquelles des écarts d'acquisition significatifs ont été affectés dans le cadre des tests de valeur sont les suivantes :

Valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition affectés		
en M€	31/03/2009	30/09/2008
UGT - Aéroportuaire	265	311
UGT - Multiservices	159	237
UGT - Environnement	48	45
Total	472	592

La méthode d'évaluation retenue pour déterminer la valeur recouvrable sur ces unités génératrices de trésorerie est la valeur d'utilité. Les données et hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des immobilisations comprises dans les unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

En M€	Taux d'actualisation (1)	Taux de croissance à l'infini	Méthode de valorisation
UGT- Environnement	11,77%	2,00%	Flux de trésorerie actualisés et valeur terminale
UGT - Aéroportuaire	7,82%	2,00%	Flux de trésorerie actualisés et valeur terminale
UGT - Multiservices	7,80%	2,00%	Flux de trésorerie actualisés et valeur terminale

(1) le taux d'actualisation utilisé est le coût moyen pondéré du capital (CMPC).

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT), déterminées par secteurs d'activités, est calculée à partir de l'actualisation, aux taux mentionnés ci-dessus, des cash-flows d'exploitation prévisionnels. Ces cash-flows s'entendent après impôts (résultat opérationnel + amortissements – impôts - variation du besoin en fonds de roulement - investissements d'exploitation) et reposent sur le plan d'affaires à 5 ans.

Les hypothèses clés auxquelles les tests d'impairment des activités Multiservices et Services Aéroportuaires sont sensibles sont :

- le taux d'actualisation, déterminé sur la base d'une décomposition du Weighted Average Cost of Capital : ce taux est de 11,77% pour l'activité Services à l'environnement, 7,82% pour l'activité Services Aéroportuaires et 7,80% pour l'activité Multiservices.
- l'EBITDA de l'année explicite terminale. Cet EBITDA a été déterminé sur la base du business plan de la direction.
- le taux de croissance à long terme des activités. Celui-ci a été estimé à 2% pour l'ensemble des activités.

Activité Services Aéroportuaires :

Dans l'activité Services Aéroportuaires, la saison d'été est toujours plus élevée. Toutefois, du fait de la crise, la réduction des plans de vols liée à la diminution anticipée des voyages touristiques pourrait impacter défavorablement ce second semestre, contrairement aux années antérieures.

Par ailleurs, l'hypothèse a été faite d'un décalage dans les perspectives de développement de l'activité dans les années à venir, ce qui impacte à la baisse le flux terminal.

En conséquence, une provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition associé à l'activité Services Aéroportuaires a été constatée pour un montant de 40 M€ au 31 mars 2009.

Activité Multiservices :

L'activité Multiservices est impactée par la crise économique

- réduction des prestations chez les clients industriels de l'activité Propreté France qui pratiquent le chômage technique
- décalage du redressement de l'activité Propreté Etranger et moindre augmentation du chiffre d'affaires
- diminution du chiffre d'affaires de l'activité Intérim.

Cette réduction de l'activité conduit la société à revoir à la baisse les flux de trésorerie disponibles sur l'horizon du business plan ce qui impacte également le flux terminal.

En conséquence, une provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition affecté à l'activité Multiservices a été constatée pour 76,8 M€ au 31 mars 2009.

Tests de sensibilité

En millions d'euros	Impact sur l'écart d'acquisition d'une variation de			
	+0,5% sur le taux d'actualisation	-0,5% sur le taux d'actualisation	+0,25% sur le taux de croissance à long terme	-0,25% sur le taux de croissance à long terme
Multiservices	(16)	20	8	(7)
Services Aéroportuaires	(23)	27	10	(9)
Services à l'environnement	-	-	-	-

4.2 Immobilisations corporelles (inclus crédit-bail)

En M€	Valeur au 30-09-08	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-09
Terrains (inclus crédit-bail)	133,5	0,7	(0,0)		0,6	0,6	135,4
Constructions (inclus crédit-bail)	152,5	4,1	(0,3)	(0,1)	4,3	(0,9)	159,5
Inst. Techn., matériel & outillage (inclus crédit-bail)	801,3	23,8	(24,8)	(3,6)	8,0	(6,1)	798,6
Autres immobilisations corporelles (inclus crédit-bail)	238,7	10,7	(4,4)	(1,9)	(5,4)	(1,8)	235,9
Immobilisations corporelles en cours	29,5	13,8			(18,7)	0,6	25,1
Avances et acomptes versés	6,9	2,2	(0,0)		(1,1)		8,0
Total valeurs brutes	1 362,3	55,3	(29,5)	(5,6)	(12,3)	(7,7)	1 362,6
Terrains (inclus crédit-bail)	(9,0)	(0,6)	0,0			(0,1)	(9,7)
Constructions (inclus crédit-bail)	(63,7)	(4,5)	0,3	0,0	0,2	0,2	(67,5)
Inst. Techn., matériel & outillage (inclus crédit-bail) (1)	(565,2)	(32,7)	23,7	2,6	1,1	4,7	(565,7)
Autres immobilisations corporelles (inclus crédit-bail)	(156,4)	(15,3)	4,2	1,2	2,7	1,2	(162,4)
Total amortissements	(794,2)	(53,0)	28,1	3,9	4,0	6,0	(805,3)
Total valeur nettes	568,1	2,3	(1,4)	(1,7)	(8,3)	(1,6)	557,3

Immobilisations portées par des contrats de location-financement :

En M€	Valeur au 30-09-08	Augmenta- tions	Diminu- tions	Variation de périmètre	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-09
Terrains et constructions	11,1	0,3			1,5	(0,1)	12,8
Matériels et outillages	182,7	7,3	(4,0)	(0,3)	(5,7)	(1,2)	178,8
Autres immobilisations corporelles	76,7	2,8	(1,2)	(0,1)	(1,5)	(0,2)	76,4
Total valeurs brutes	270,5	10,4	(5,3)	(0,4)	(5,7)	(1,5)	268,0
Total am ortissements	(152,2)	(16,5)	5,2	0,2	3,6	0,1	(159,6)
Total valeurs nettes	118,3	(6,1)	(0,1)	(0,2)	(2,0)	(1,4)	108,4

4.3 Actifs financiers

4.3.1 Variation de l'exercice

En M€	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes
Au 31-03-09			
A nouveau	55,2	(7,8)	47,4
Augmentation	7,9	(0,4)	7,5
Diminution	(3,7)	0,0	(3,7)
Variations de périmètre	(3,7)		(3,7)
Autres variations	13,8		13,8
Ecart de change	0,2	(0,0)	0,2
Total	69,7	(8,2)	61,5
dont :			
Titres de participation	7,7	(6,3)	1,3
Créances rattachées à des participations	1,7		1,7
Titres immobilisés	0,3	(0,0)	0,3
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières (1)	49,0	(1,9)	47,2
Avantages au personnel USA	11,0		11,0
Total	69,7	(8,2)	61,5

(1) dont 4,9 M€ au titre de la créance de location financement portant sur le matériel de la CDF de Toronto, avec pour contrepartie une dette financière non courante et dont 18,6 M€ de caution versée pour l'equity swap.

Le Groupe détient une créance d'un montant de 15 M€ liée à un projet d'acquisition qui a été abandonné. Le Groupe a mis en place les actions nécessaires à son recouvrement conformément aux clauses contractuelles.

4.4 Autres actifs non courants

En M€	Valeurs brutes 31-03-09	Provisions	Valeurs nettes 31-03-09
Créances clients	20,4	(12,4)	8,0
Avances et acomptes versés	0,1		0,1
Autres créances	0,1		0,1
Total	20,7	(12,4)	8,2

4.4.1 Actifs financiers et autres actifs non courants par échéance (hors titres de participation)

En M€	31-03-09	Plus de 1 an	Plus de 5 ans
Titres immobilisés	0,3	0,3	0,0
Créances rattachées aux participations	1,7		1,7
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières	58,1	54,7	3,5
Avances et acomptes versés	0,1	0,1	
Créances clients	8,0	3,5	4,5
Etat et créances sociales			
Autres créances	0,1	0,1	0,1
Total	68,4	58,6	9,8

4.5 Stocks et en-cours

4.5.1 Par nature

En M€	Valeur brute au 31-03-09	Valeur brute au 30-09-08
Matières premières	3,9	7,2
Autres approvisionnements	13,7	13,6
En-cours	0,5	0,4
Produits intermédiaires et finis	1,1	2,30
Stocks de marchandises	60,9	107,8
TOTAL	80,1	131,4

4.5.2 Variation de l'exercice

En M€	Valeur nette au 30-09-08	Variations	Variation de périmètre	Autres variations	Ecart de change	Provision pour dépréciation	Valeur nette au 31-03-09
Matières premières	7,2	(3,5)		0,1	0,0	(0,7)	3,2
Autres approvisionnements	12,9	0,3	(0,1)	(0,2)	(0,0)	0,0	12,9
En-cours	0,4	0,1				(0,1)	0,4
Produits intermédiaires et finis	2,3	(1,2)					1,1
Stocks de marchandises	99,7	(47,5)		(0,0)	0,6	3,2	56,0
TOTAL	122,5	(51,7)	(0,1)	(0,0)	0,6	2,4	73,7

4.6 Créances clients, autres créances et actifs financiers courants

En M€	30-09-08			31-03-09		
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Créances clients (1)	583,7	(17,3)	566,4	384,7	(11,9)	372,8
Avances et acomptes versés	53,4	(0,1)	53,3	28,8	(0,2)	28,6
Etat et créances sociales	60,5		60,5	41,3		41,3
Créances diverses	11,0	(1,1)	9,9	26,9	(10,0)	16,9
Charges constatées d'avance	13,3		13,3	11,9		11,9
Autres actifs courants	138,1	(1,2)	136,9	108,9	(10,2)	98,7
Créances rattachées à des participations (2)	8,2	(6,3)	1,9	8,2	(6,3)	1,9
Prêts, dépôts et cautionnements (3)	4,7		4,7	4,2		4,2
Actifs financiers courants	12,9	(6,3)	6,6	12,5	(6,3)	6,2

(1) Le groupe a recouru sur l'exercice, à des cessions de créances auprès d'établissements financiers. Au 31 mars 2009, le montant des créances clients décomptabilisé s'élevait à 56,5 millions d'euros sur la France, la Belgique et l'Allemagne.

(2) Créances rattachées à participation	Pays	% détention	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes
AEOPORTUAIRE					
ZAO CARGO TERMINAL PULKOVO (MEE)	Russie	40%	1,9		1,9
GLOBEGROUNG BRAZIL LTDA	Brésil		2,0	(2,0)	
GLOBEGROUNG MEXICO	Mexique		3,3	(3,3)	
AUTRES			0,9	(0,9)	
Total			8,2	(6,3)	1,9

(3) dont 1,6 M€ au titre de créance courante de location financement portant sur le matériel de la CDF de Toronto, pour contrepartie dette financière courante.

4.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Par nature

Les disponibilités sont constituées de valeurs mobilières de placement, de soldes débiteurs de banque et de caisse.

En M€	Valeur Brute 31-03-09	Provisions	Valeur nette au 31-03-09	Valeur nette au 30-09-08
Valeurs mobilières de placement	1,1		1,1	2,7
Disponibilités	139,8		139,8	106,2
TOTAL	141,0		141,0	108,8

Le cash pooling mis en place par le groupe permet de centraliser quotidiennement tous les flux de trésorerie des filiales dans une optique de réduction des coûts de financement.

4.8 Capitaux propres consolidés

Au 31 mars 2009, le capital social se compose de 170 395 882 titres d'une valeur nominale de 0.25€, soit un montant de 42 598 970,50€.

4.8.1 Actions à Bons de Souscription d'Actions (ABSA)

Les caractéristiques des ABSA sont décrites dans le document de référence 2007-2008 au paragraphe 4.9 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.8.2 Stock options DERICHEBOURG

Les caractéristiques des différents plans de stocks options sont décrites dans le document dans le document de référence 2007-2008 au paragraphe 4.9 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.9 Intérêts minoritaires

En M€	31-03-09	30-09-08
Intérêts minoritaires à l'ouverture	1,3	1,6
Mouvements de périmètre de consolidation (1)	0,0	0,1
Part du résultat des sociétés consolidées revenant aux intérêts minoritaires	(0,4)	(0,3)
Quote-part des dividendes des sociétés consolidées	(0,1)	(0,1)
Incidence des fluctuations de change sur les intérêts des minoritaires	0,0	
Autres variations	0,0	0,0
Intérêts minoritaires à la clôture	0,9	1,3
(1) Mouvements de périmètre	31-03-09	30-09-08
Remontée suite fusion ex-CFF dans (ex-PPS) Derichebourg S.A. ATH		0,1
Total		0,1

4.10 Endettement

4.10.1 Emprunts et dettes financières

4.10.1.2 Variation de l'endettement financier

En M€	Valeur au 30-09-08	Augmenta- tion	Diminution	Ecarts de change	Variations de périmètre	Autres variations	Valeur au 31-03-09
Emprunts établissements de crédit (1)	544,6	1,4	(1,6)	1,2		(516,3)	29,3
Dettes financières diverses	18,9	0,5	(1,1)	0,2	(0,0)	(0,7)	17,7
Dettes liées aux contrats de location-financement	85,7	10,3	0,2	(1,6)	(0,1)	(15,0)	79,4
Dettes financières non courantes	649,2	12,1	(2,5)	(0,2)	(0,2)	(532,0)	126,4
Emprunts établissements de crédit (1)	73,6	150,9	(59,3)	1,2	0,0	513,8	680,1
Dettes financières diverses	2,6	0,7	(0,6)	(0,0)		0,5	3,3
Dettes liées aux contrats de location-financement	34,6	0,5	(17,6)	(0,5)	(0,1)	14,5	31,4
Concours bancaires courants	132,0	30,6		(0,6)	(0,3)	(0,4)	161,3
Dettes financières courantes	242,9	182,7	(77,5)	0,2	(0,4)	528,5	876,2
Total dettes financières	892,0	194,8	(80,0)	(0,1)	(0,6)	(3,5)	1 002,6

(1) Du fait du non respect des covenants, le Groupe a reclassé la dette financière lié au crédit syndiqué en dette financière courante.

4.10.1.3 Echancier des emprunts et dettes financières non courantes

En M€	Valeur au 31-03-09	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts établissements de crédit	29,3	25,7	3,6
Dettes financières diverses	17,7	17,3	0,4
Dettes liées aux contrats de location-financement	79,4	68,4	11,0
Dettes financières non courantes	126,4	111,4	15,0

4.10.1.4 Dettes financières par principales devises

En M€	Valeur au 31-03-09	Eur	Dollar américain	Livre sterling	Dollar canadien
Emprunts établissements de crédit	29,3	14,6	14,7		
Dettes financières diverses	17,7	9,0	8,6		0,2
Dettes liées aux contrats de location-financement	79,4	56,2	8,8	9,2	5,3
Dettes financières non courantes	126,4	79,7	32,0	9,2	5,5
Emprunts établissements de crédit	678,6	669,2	9,4		
Dettes financières diverses	3,3	0,5	1,5		1,3
Dettes liées aux contrats de location-financement	31,4	23,7	3,2	2,5	2,0
Concours bancaires courants	161,3	138,4	19,2	3,7	
Intérêts courus	1,5	1,5			
Dettes financières courantes	876,2	833,4	33,3	6,2	3,3
Total dettes financières	1 002,6	913,1	65,3	15,5	8,8

4.10.1.5 Caractéristiques des principales lignes de crédit

Dénomination	Devise	Montant Nominal autorisé au 31-03-2009 en M devises	Montant Nominal utilisé au 31-03-2009 en M devises	Date d'échéance	Index	Marge au 31-03-09
Emprunts établissements de crédit ⁽¹⁾	EUR	510,0	510,0	30/06/2014	Euribor 6 Mois	1,10%
Emprunts établissements de crédit ⁽¹⁾	EUR	150,0	150,0	30/06/2014	Euribor 6 Mois	1,10%
Emprunts établissements de crédit	USD	17,1	17,1	01/10/2014	Libor USD 1 mois	1,50%
Emprunts établissements de crédit	USD	7,0	7,0	23/05/2009	Libor USD 1 mois	1,50%
Emprunts établissements de crédit	EUR	5,0	5,0	31/10/2012	Euribor 6 mois	1,15%
Emprunts établissements de crédit	EUR	3,2	3,2	05/04/2010	Euribor 3 mois	0,90%
Emprunts établissements de crédit	EUR	2,8	2,8	19/04/2018	fixe	4,80%

(1) crédit syndiqué (voir point 4.10.1.2)

4.10.2 Position financière nette

En M€	31/03/2009	30/09/2008
Dettes financières	1 002,6	892,0
Trésorerie active	141,0	108,8
Créances liées aux contrats de location financement : (1)		
- non courant	4,9	5,6
- courant	1,6	2,4
Total endettement net	855,2	775,3

(1) La filiale canadienne du groupe dans les services aéroportuaires est amenée à prendre en location financement des infrastructures dont elle assume la gestion pour le compte de ses clients. Dans la mesure où l'essentiel des risques et avantages liés aux infrastructures sont transférés aux clients, la société comptabilise en contrepartie de la dette relative à la location financière une créance de location financement. Compte tenu de l'identité de la dette et de la créance de location financement, tant en terme d'échéance que de coût, et de l'interdiction de compensation en l'absence d'accord tripartite, la créance de location financement a été présentée en diminution de la dette.

Risques liés au niveau d'endettement

Le niveau de l'endettement du Groupe pourrait affecter sa capacité à réagir aux évolutions de son environnement économique.

Le Groupe présente au 31 mars 2009 un endettement de 855,2 M€.

Cet endettement demeure important et place le Groupe dans une situation moins favorable que certains de ses concurrents, dans ses différents métiers. En effet, l'obligation d'affecter une partie de ses flux de trésorerie au service de sa dette a pour effet de réduire les ressources disponibles pour les investissements liés à la croissance, et diminue dans une certaine mesure sa capacité à réagir aux retournements de conjoncture.

Covenants bancaires et sécurisation des lignes court terme

Le groupe procède actuellement au recueil des accords écrits sur les termes d'une structure de financement arrêtée avec les banques représentant la majorité du crédit syndiqué en place. Le montant du financement, 250 millions d'euros, se substituera aux lignes court terme bilatérales existantes dans lesquelles ces mêmes banques représentent plus de 80 %.

Dès à présent, il détient un accord de principe de la majorité des banques sur leur renonciation à se prévaloir des dispositions du contrat de crédit syndiqué dans les cas de défaut tels qu'ils ressortent des comptes semestriels.

4.11 Instruments financiers

Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêts, les risques de change résultant de son activité commerciale ainsi que le risque sur les cours des matières premières.

4.11.1 Valeur de marchés des instruments financiers

En M€	31-03-09	30-09-08
Actifs en juste valeur par résultat		
- Instruments dérivés actifs	0,3	1,9
Actifs en juste valeur capitaux par capitaux propres		
- Instruments dérivés actifs	0,2	5,9
Prêts et créances		
- Prêts non courants	1,7	1,7
- Dépôts et cautionnements non courants	43,1	42,3
- Autres actifs financiers non courants	0,3	0,3
- Créances clients courantes	372,8	566,4
- Prêts courants	1,9	1,9
- Dépôts et cautionnements courants	4,3	4,7
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	141,0	108,8
Placements détenus jusqu'à l'échéance		
Aucun		
Actifs disponibles à la vente		
- Titres de participation	1,3	3,1
Passifs en juste valeur par résultat		
- Instruments dérivés passif	18,3	16,2
Passifs en juste valeur par capitaux propres		
- Instruments dérivés passif	9,8	1,0
Autres passifs		
- Emprunt syndiqué	655,8	554,4
- Autres dettes financières à long terme	126,4	94,8
- Dettes fournisseurs	281,7	492,1
- Autres passifs financiers courants	2,9	2,8
- Crédits à court terme & concours bancaires	217,5	240,1

4.11.2 Valeur de marché des instruments dérivés

En M€		31-03-09		30-09-08	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés sur risque de taux d'intérêt	couverture de flux futurs		9,6	5,9	0,4
Dérivés sur risque de montant notionnel (1)			18,3		16,0
Dérivés sur risque de change	couverture de flux futurs	0,1	0,0	0,0	0,6
Dérivés sur risque de cours matières premières	juste valeur	0,4	0,3	1,9	0,1
Achats fermes de matières premières	juste valeur				
Ventes fermes de matières premières	juste valeur				
Montant des dérivés au bilan consolidé		0,5	28,2	7,8	17,2

(1) Un contrat d'Equity swap sur les titres Penauille Polyservices avait été conclu le 15 décembre 2005, avec un établissement financier préalablement à la fusion avec CFF Recycling.

La société a été substituée du fait des apports aux droits et obligations du contrat. Un avenant au contrat a été signé le 31 janvier 2008 pour constater cette substitution et prend en considération les clauses du crédit syndiqué signé le 1^{er} juin 2007 comme clauses par défaut.

L'application du contrat s'est traduite par l'acquisition par l'établissement financier de 1 638 202 actions soit 0,96% du capital, au cours moyen de 12,84601 euros.

Ce contrat prévoit que l'établissement financier cèdera ses 1 638 202 actions à partir du 30 janvier 2011 et suivant un rythme lié au volume de transaction journalier. L'établissement financier a la possibilité d'anticiper cette cession avec l'accord du groupe Derichebourg.

Le groupe Derichebourg est exposé aux fluctuations éventuelles du cours de l'action à la hausse ou à la baisse, à hauteur de l'écart entre le cours d'action à la date de cession et le prix moyen référence de 12,84601 euros.

Ce contrat de couverture est comptabilisé pour sa juste valeur au bilan et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat.

Au 31 mars 2009, la juste valeur du contrat enregistrée en instruments financiers passifs est évaluée à 18,3 millions d'euros, sur la base du cours de bourse au 31 mars 2009. La variation de juste valeur enregistrée en résultat s'élève à -2,3 millions d'euros avant impôts.

	30-09-06	30-09-07	30-09-08	31-03-09
Nombre d'actions	1 638 202	1 638 202	1 638 202	1 638 202
Cours de bourse à la clôture en €	10,91	5,98	3,08	1,65
Cours de référence 99,82% du cours de bourse en €	10,89	5,97	3,07	1,65
Cours moyen de l'equity swap en €	12,84601	12,84601	12,84601	12,84601
Juste valeur en M€	(3,2)	(11,3)	(16,0)	(18,3)
Variation de juste valeur en M€	(3,2)	(8,1)	(4,7)	(2,3)

4.11.3 Risques de taux d'intérêt

En fonction de l'évolution attendue des taux d'intérêts, le groupe détermine des objectifs de répartition entre endettement à taux fixe et endettement à taux variable. Au 31 mars 2009, 86% de la dette est à taux variable.

Le Groupe utilise plusieurs types d'instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition de sa dette entre dette à taux variable et dette à taux fixe.

L'endettement financier du groupe à taux variable est couvert à 45 %. Une variation de 1 % du taux Euribor trois mois aurait un impact maximal d'environ 2,2 M€ sur un semestre, ce montant devant être comparé à un montant global semestriel de frais financiers nets de 26,2 M€.

Répartition de la dette entre taux fixe et taux variable

en M€	31-03-09			30-09-08		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Passifs financiers	144,1	696,4	840,5	162,0	597,3	759,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie		162,1	162,1		132,7	132,7
Total dette financière	144,1	858,5	1002,6	162,0	730,0	892,0
%	14%	86%	100%	18%	82%	100%

Position financière nette après couverture

En M€	31-03-09			30-09-08		
	A moins d'un an	1 an à 5 ans	Au-delà	A moins d'un an	1 an à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers	876,2	111,4	15	242,9	523,9	125,2
Actifs financiers	(147,1)	(44,9)		(115,4)	(44,5)	
Position nette avant gestion swap	729,1	66,5	15,0	127,5	479,4	125,2
swap	(120,0)	(242,4)	(3,1)	(100,0)	(278,5)	(123,5)
Position nette après gestion	609,1	(175,9)	11,9	27,5	200,9	1,7

Instrument^s dérivés de taux par échéance

En M€	Taux initial	A moins d'un			
		an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans
Swap taux variable -> taux fixe :					
SWAP EUR	3,13%	120,0			
SWAP EUR	2,95%		30,0		
SWAP EUR	3,11%		10,0		
SWAP EUR	3,08%		21,1		
SWAP EUR	3,35%		50,0		
SWAP EUR	4,13%			120,0	
SWAP EUR	4,30%				3,1
Total valeurs nominales EUR		120,0	111,1	120,0	3,1
Swap taux variable -> taux fixe :					
SWAP USD	5,14%		5,0		
SWAP USD	5,13%		5,0		
SWAP USD	3,90%		5,0		
Total valeurs nominales USD		0,0	15,0	0,0	0,0

4.11.4 Risque de change

De façon générale, les revenus du Groupe sont générés dans la même monnaie que celle des coûts correspondants. En conséquence, l'exposition du Groupe au risque de change sur ses opérations commerciales peut être considérée comme faible. L'évolution de l'euro par rapport au dollar américain et à la livre sterling affecte cependant la traduction en euros du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation de l'activité Services Aéroportuaires et Services à l'Environnement.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise des contrats de change à terme.

En Millions de devises	USD	Total
Achats à terme	12,7	12,7
Total valeurs nominales	12,7	12,7

Créances clients, créances d'impôts et autres actifs courants par devise

En M devise	Créances au 31-03-09			Créances au 30-09-08		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	19,7	11,8	2%	18,2	12,1	2%
CLP	469,2	0,6	0%	411,0	0,5	0%
DKK	3,1	0,4	0%	5,4	0,7	0%
EUR	354,5	354,5	74%	508,3	508,3	71%
GBP	33,8	36,3	8%	38,8	49,1	7%
MXN	113,8	6,1	1%	299,9	19,1	3%
NOK	0,3	0,0	0%	1,2	0,1	0%
PEN	1,3	0,3	0%	1,2	0,3	0%
TTD	13,6	1,6	0%	21,9	2,5	0%
USD	87,3	65,6	14%	167,3	117,0	16%
VEB	9 510,3	3,3	1%	8 606,1	2,8	0%
TOTAL		480,6	100%		712,5	100%

Dettes fournisseurs, dettes d'impôts et autres passifs courants

En M devise	Dettes au 31-03-09			Dettes au 30-09-08		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	21,8	13,0	3%	22,4	15,0	2%
CLP	315,4	0,4	0%	200,5	0,3	0%
DKK	4,6	0,6	0%	4,3	0,6	0%
EUR	379,5	379,5	74%	583,6	583,6	76%
GBP	40,3	43,3	8%	46,8	59,2	8%
INR				3,2	0,0	0%
MXN	59,6	3,2	1%	152,3	9,7	1%
NOK	2,1	0,2	0%	3,0	0,4	0%
PEN	0,4	0,1	0%	0,6	0,1	0%
SEK	0,0	0,0	0%	0,0	0,0	0%
TTD	8,7	1,0	0%	9,8	1,1	0%
USD	91,3	68,6	13%	137,4	96,0	13%
VEB	4 922,0	1,7	0%	3 969,7	1,3	0%
TOTAL		511,7	100%		767,3	100%

Le tableau suivant présente la sensibilité du résultat avant impôt avant et après gestion du risque, à une variation raisonnable du taux de change du dollar américain et de la livre sterling, toutes autres variables étant constantes par ailleurs.

En M€		31-03-09		30-09-08	
		Avant gestion	Après gestion	Avant gestion	Après gestion
GBP	+5%	0,3	0,3	0,4	0,4
	-5%	(0,3)	(0,3)	(0,5)	(0,5)
USD	+5%	(1,1)	(0,6)	(1,8)	(1,1)
	-5%	1,2	0,7	2,0	1,2
TOTAL	+5%	(0,8)	(0,4)	(1,4)	(0,7)
	-5%	0,9	0,4	1,5	0,7

4.11.5 Risque de crédit

La solvabilité des industriels acheteurs est appréciée sur la base de l'examen de leurs comptes annuels, de leur image, d'études de marché commandées à des sociétés de notation.

Le groupe a recours pour une large part de ces créances tant françaises qu'étrangères à une assurance crédit.

Balance âgée des créances clients (valeurs brutes)

En M€	Encours total 31-03-09	Non échu	< 1 mois	< 4 mois	> 4 mois
ENVIRONNEMENT	167,8	103,5	31,7	26,9	5,8
AEROPORTUAIRE	75,8	51,5	18,3	3,8	2,3
MULTISERVICE	139,5	89,8	34,1	10,6	5,0
HOLDING	1,0	0,8	0,0	0,1	0,1
TOTAL	384,1	245,5	84,1	41,3	13,2

4.11.6 Risque de liquidité

Le Groupe gère le risque d'être à court de trésorerie en utilisant un outil de gestion des liquidités récurrentes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

Le groupe procède actuellement au recueil des accords écrits sur les termes d'une structure de financement arrêtée avec les banques représentant la majorité du crédit syndiqué en place. Le montant du financement, 250 millions d'euros, se substituera aux lignes court terme bilatérales existantes dans lesquelles ces mêmes banques représentent plus de 80 %.

Dès à présent, il détient un accord de principe de la majorité des banques sur leur renonciation à se prévaloir des dispositions du contrat de crédit syndiqué dans les cas de défaut tels qu'ils ressortent des comptes semestriels.

4.12 Provisions non courantes et provisions pour engagements envers le personnel

4.12.1 Variation des provisions non courantes

En M€	Valeur au 30-09-08	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de change	Variations de périmètre	Autres variations	Valeur au 31-03-09
Provisions pour impôts	0,1							0,1
Provisions pour litiges prud'hommaux	4,7	2,4	(1,8)	(0,5)		(0,4)	1,2	5,5
Provisions pour autres litiges	3,2	(0,1)	0,1	0,0			0,1	3,3
Provisions pour litiges URSSAF	0,8	0,2				(0,1)	0,0	0,9
Provisions pour médailles du travail	1,2	0,0		(0,0)		(0,0)	(0,0)	1,1
Provisions pour contrôle fiscal	0,9						(0,8)	0,2
Provisions pour restructuration	1,7		(0,8)	(0,0)				0,9
Provisions environnementales	6,8	0,3	(0,0)	(0,3)	0,1		0,5	7,4
Autres provisions non courantes	0,0	0,4	(0,7)	0,4	0,0	(0,0)	(0,2)	(0,0)
Avantages au personnel USA	11,9	3,1		(2,2)	0,8			13,6
Provisions non courantes	31,2	6,4	(3,2)	(2,7)	1,0	(0,5)	0,7	32,9

4.12.2 Provisions pour engagements envers le personnel

En M€	30-09-08	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de change	Variations de périmètre	Autres variations	31-03-09
Engagement envers le personnel	42,8	1,1	(0,8)	(0,6)	(2,5)	0,6	(0,6)	40,0

4.13 Provisions courantes

En M€	Valeur au 30-09-08	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de change	Variations de périmètre	Autres variations	Valeur au 31-03-09
Provisions pour litiges	10,4	1,0	(4,0)	(2,4)	(0,2)	0,0	(1,8)	3,0
Provisions sur compte courant et garantie de passif		1,6					0,0	1,6
Provisions pour risque filiale		0,4						0,4
Provisions pour restructuration	0,8	0,1	(0,4)	(0,0)	(0,0)			0,5
Provisions pour pertes à terminaison sur contrats	0,0							0,0
Provisions pour impôts	0,3	0,0		(0,0)				0,3
Provisions environnementales	0,3	0,1	(0,0)					0,4
Provisions pour risque Métaux	1,2	0,8	(1,2)				(0,1)	0,6
Autres provisions	0,6	0,0	(0,1)				(0,0)	0,5
Total provisions courantes	13,6	4,0	(5,7)	(2,4)	(0,2)	0,0	(1,9)	7,3

4.14 Autres passifs courants

En M€	31-03-09	30-09-08
Fournisseurs	281,7	492,1
Etat et dettes sociales	185,0	240,0
Avances et acomptes reçus sur commandes	6,0	11,0
Comptes courants créditeurs	4,3	3,7
Dividendes à payer	13,9	0,2
Dettes diverses	4,0	4,2
Produits constatés d'avance	4,1	6,3
Autres passifs courants	217,3	265,4

4.15 Autres passifs non courants

En M€	31-03-09	30-09-08
Avances et acomptes versés clients	0,0	0,1
Etat et dettes sociales	0,0	0,0
Autres dettes	0,2	0,1
Produits constatés d'avance	0,5	0,8
Autres passifs non courants	0,6	1,1

4.16 Informations sectorielles

Les données 2008 ont été corrigées conformément à IFRS 5 afin de tenir compte du classement des activités Sûreté, Sécurité, Cargo France et autres activités en activité discontinuée.

4.16.1 Par secteur d'activité

4.16.1.1 Chiffre d'affaires

En M€	31/03/2009	31/03/2008
Multiservices	258,7	270,0
Services aéroportuaires	305,3	361,2
Services à l'environnement	643,3	1 343,7
Holding	0,3	1,1
Total	1 207,5	1 976,0

4.16.1.2 Eléments du compte de résultat consolidé

En M€	Environnement	Multiservices	Services aéroportuaires	Holding	Eliminations intersecteur	Total au 31/03
EXERCICE 2008-2009						
Chiffres d'affaires externe	644,2	266,7	305,8	15,1	(24,3)	1 207,5
Chiffres d'affaires intersecteur	(0,9)	(8,0)	(0,5)	(14,9)	24,3	0,0
Chiffres d'affaires	643,3	258,7	305,3	0,3		1 207,5
Résultat opérationnel courant	(28,4)	(2,9)	8,7	(8,0)	0,0	(30,6)
Résultat opérationnel	(28,5)	(79,7)	(29,3)	(8,0)	0,5	(145,0)
Part du résultat net des mises en équivalence	0,5		1,6			2,1
EXERCICE 2007-2008						
Chiffres d'affaires externe	1 345,1	276,2	361,3	11,3	(17,8)	1 976,0
Chiffres d'affaires intersecteur	(1,5)	(6,2)	(0,1)	(10,1)	17,8	0,0
Chiffres d'affaires	1 343,7	270,0	361,2	1,1	0,0	1 976,0
Résultat opérationnel courant	59,9	0,5	4,7	(11,2)	0,0	54,0
Résultat opérationnel	59,9	(0,9)	1,5	(12,2)	0,0	48,4
Part du résultat net des mises en équivalence	0,8		2,5			3,3

	Environnement	Multiservices	Aéroportuaires	Holding	Total
CA 2007/2008 publié en 2008	1 343,7	309,6	364,2	4,5	2 022,1
Abandon activité SECURITE		(21,3)			(21,3)
Abandon activité SURETE		(18,3)			(18,3)
Abandon activité CARGO France			(3,0)		(3,0)
Autres activités				(3,4)	(3,4)
CA 2007/2008 publié en 2009	1 343,7	270,0	361,2	1,1	1 976,0
ROC 2007/2008 publié en 2008	59,9	(1,3)	4,5	(11,6)	51,6
Abandon activité SECURITE		0,7			0,7
Abandon activité SURETE		1,2			1,2
Abandon activité CARGO France			0,2		0,2
Autres activités				0,4	0,4
ROC 2007/2008 publié en 2009	59,9	0,5	4,7	(11,2)	54,0
RO 2007/2008 publié en 2008	59,9	(2,7)	1,3	(12,6)	46,0
Abandon activité SECURITE		0,7			0,7
Abandon activité SURETE		1,2			1,2
Abandon activité CARGO France			0,2		0,2
Autres activités				0,4	0,4
RO 2007/2008 publié en 2009	59,9	-0,9	1,5	(12,2)	48,4

Autres informations sectorielles

En M€	Environnement	Multiservices	Services aéroportuaires	Holding	Eliminations intersecteur	Total au 31/03/2009
EXERCICE 2008-2009						
Total bilan actif (courant et non courant)	886,0	380,3	791,2	480,8	(623,6)	1 914,6
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	690,0	261,6	303,4	1 058,3	(625,9)	1 687,4
Investissements corporels et incorporels	38,1	5,9	11,3	0,8		56,1
Amortissements corporels et incorporels	(35,5)	(4,5)	(12,1)	(2,0)		(54,2)
Perte de valeur		(76,8)	(40,0)			(116,8)
						Total au 30/09/2008
EXERCICE 2007-2008						
Total bilan actif (courant et non courant)	1 124,4	484,3	870,9	618,1	(867,0)	2 230,7
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	854,2	289,2	344,3	1 190,8	(869,7)	1 808,8
Investissements corporels et incorporels	95,5	15,6	40,7	6,2		158,0
Amortissements corporels et incorporels	(68,8)	(9,5)	(24,9)	(4,7)		(107,9)
Perte de valeur	0,0	0,0	0,0			0,0

4.16.3 Par zone géographique

En M€	Continent Européen	Royaume-Uni & Irlande	Continent Américain	Total au 31 mars
EXERCICE 2008-2009				
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	860,1	143,2	204,3	1 207,5
Investissements corporels et incorporels	41,7	3,4	11,1	56,1
Total immobilisations corporelles nettes	413,6	30,3	113,3	557,3
EXERCICE 2007-2008				
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	1 475,2	191,8	309,0	1 976,0
Investissements corporels et incorporels	49,8	8,7	14,0	72,5
Total immobilisations corporelles nettes	391,3	34,4	92,2	517,8

4.17 Dotations aux provisions

En M€	31-03-09	31-03-08
Dotations actif circulant	9,0	1,1
Dotations provisions pour risques et charges d'exploitation	7,8	3,8
Total	16,8	4,9

4.18 Autres produits et charges d'exploitation

En M€	31-03-09	31-03-08
Produits de cession d'immobilisations corporelles	1,5	2,4
Produits de cession d'immobilisations incorporelles		
Reprises de provisions sur immobilisations corporelles	0,3	0,0
Reprises de provisions pour risques et charges	13,4	7,9
Transferts de charges exploitation	2,2	2,7
Subventions d'exploitation et d'investissement	0,2	0,2
Divers	12,9	(0,0)
Total autres produits d'exploitation	30,5	13,3
VNC des immobilisations cédées	(1,4)	(2,5)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(0,8)	(0,2)
Pertes sur créances irrécouvrables et abandons de créances	(2,9)	(1,9)
Redevances	(0,7)	(2,8)
Jetons de présence versés	(0,0)	(0,0)
Divers	(2,9)	(2,1)
Total autres charges d'exploitation	(8,8)	(9,6)

4.19 Autres produits et charges opérationnels

	31-03-09	31-03-08
Divers	0,1	5,1 Restructuration Servisair Escales 1,8 Restructuration Derichebourg Propreté 3,1 Restructuration Servisair Roissy
Total autres produits opérationnels	0,1	10,0
Impairment test	(116,9)	(3,3) Restructuration Derichebourg Propreté (0,2) Restructuration Servisair Canada (1,1) Servisair LLC - Litige chauffeurs LA (3,9) Restructuration Servisair Escales (4,3) Restructuration Servisair Roissy (1,0) Servisair SAS - Provision (1,7) UK - Restructuring costs (0,2) Restructuration Servisair France
Total autres charges opérationnelles	(116,9)	(15,6)

4.20 Frais financiers nets

Les frais financiers nets pour une meilleure appréciation du coût de la dette sont calculés en rapprochant les frais financiers payés avec les produits financiers perçus au titre des placements réalisés et en prenant en compte l'incidence des couvertures de taux.

Tous les éléments n'entrant pas dans cette définition font l'objet si nécessaire d'une ligne spécifique.

En M€	31-03-09	31-03-08
Intérêts des emprunts, des découverts bancaires, de l'affacturage	(25,0)	(26,0)
Intérêts des comptes courants	0,3	0,1
Intérêts leasing	(2,9)	(2,4)
Dividendes	0,1	0,2
Revenus des VMP et équivalents de trésorerie	0,2	0,5
Couverture de taux	1,1	1,6
Frais financiers nets	(26,2)	(26,0)
Gains et pertes de changes	0,5	2,6
Charges d'intérêts sur retraites et pensions	(3,1)	(3,3)
Produits d'intérêts sur retraites et pensions	2,1	3,3
Intérêts payés sur litige Jean-Claude Penauille	(2,4)	
Autres	(1,3)	(0,3)
Gains et pertes de changes et autres	(4,2)	2,3

4.21 Impôt sur les résultats

4.21.1 Par nature

En M€	31-03-09	31-03-08
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	(197,4)	18,8
Impôt courant	(7,1)	(5,6)
Impôt différé	35,0	(0,7)
Charge totale d'impôt	(27,9)	6,3
Taux effectif d'imposition	14,12%	33,59%

4.21.2 Taux effectif d'impôt

En M€	31-03-09	31-03-08
Taux d'impôt applicable	34,43%	34,43%
Effet des reports variables	0,00%	
Provision pour dépréciation des impôts différés actifs	(4,02%)	(14,32%)
Différences permanentes fiscales	0,31%	(7,28%)
Différences permanentes liées aux retraitements de consolidation	(17,16%)	23,73%
Différences de taux d'impôt sur sociétés étrangères	0,57%	(2,97%)
Taux effectif d'imposition	14,12%	33,59%

4.21.3 Intégration fiscale

Le groupe DERICHEBOURG a opté en France pour le régime d'intégration fiscale qui permet de compenser les résultats fiscaux des filiales françaises détenues directement ou indirectement à 95%. Les sociétés consolidées concernées par ce régime ont signé une convention relative aux modalités d'application de l'intégration fiscale, en conformité avec les règles fixées par l'administration fiscale.

Le groupe de sociétés intégrées fiscalement se compose des sociétés suivantes :

DERICHEBOURG SA	DERICHEBOURG ESPACE VERTS	POLYURBAINE
AFM 86 SCI	DERICHEBOURG EVOLUTION FORMATION	PRESSENCE SCI
AFM RECYCLAGE	DERICHEBOURG INTERIM AERONAUTIQUE	PREVEZA
AFM TOURAINE	DERICHEBOURG INTERIM	PS IMMO
AFM TRANSPORT	DERICHEBOURG MULTI ASSISTANCE	PURFER
ARTS ET DESCARTES	DERICHEBOURG MULTISERVICES	PURFER TRANSPORT
BERNES BRUYERES	DERICHEBOURG PROPLETE	PURFOLLILOUE
BERTHELOT	ECO PHU HOLDING	PURMET TRANSPORT
BIMA	ESKA	QUAI DE NORVEGE
CABCL	EXADIANE	REFINAL
CARLISSA	FERROTRADE	REVIVAL
CARSOA	FONCIERES DES SABLONS	ROUTABOULE
CDF	FRADENA TRANSPORT	ROUX
CFF BETA	FRANORA	SERVISAIR ASSISTANCE PISTE
CFF DELTA	GARE DE CHANDIEU	SERVISAIR CARGO France
CFF GAMMA	HAUTE GARONNE	SETIAM SCI
CFF IMMOBILIERE	IMMOREC	SERVISAIR France
CFF OMEGA	IMPASSE INDUSTRIE	SERVISAIR ORLY
CFF SIGMA	INOREC	SERVISAIR ROISSY
CFF VEGA	INOTERA	SERVISAIR SAS
CHAUFONTAINE	MAIARELLI	STRAP
DERICHEBOURG ACCUEIL ET SERVICES	MANDYR RECUPERATION	STRAPOLE
DERICHEBOURG ATIS AERONAUTIQUE	MARX SPAENLIN	STRAVIA
DERICHEBOURG ENERGIE	OREE DES BOIS	SUDIANE
DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT	PEUPLIERS SCI	STRAP TRANSPORT
		VALME

L'économie d'impôt réalisée par le groupe intégré DERICHEBOURG s'élève à 1,2 M€.

4.21.4 Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

En M€	31/03/2009	30/09/2008
Reports fiscaux	94,0	63,4
Provisions pour dépréciation IDA	(45,3)	(43,4)
Différences temporaires	11,3	11,0
Retraitement fiscaux et d'harmonisation	(16,8)	(16,9)
Elimination de résultats internes	5,6	1,7
Ecart d'évaluation	(25,8)	(25,6)
Provisions pour dépréciation titres consolidés	(0,0)	(0,0)
Retraitements IFRS	8,0	1,9
Autres retraitements	(8,0)	(8,1)
Impôts différés actifs nets	23,1	(16,0)
dont		
Impôts différés actifs	55,6	16,0
Impôts différés passifs	32,6	32,1
Impôts différés actifs nets	23,1	(16,1)

Sur la base du business plan établi par la direction, le groupe considère comme probable le recouvrement du solde net d'impôts différés actifs au 31 mars 2009, soit 23 M€. Ce plan fait apparaître une capacité du Groupe à générer sur une période d'environ 4 ans un niveau de résultats imposables suffisant pour utiliser les déficits reportables reconnus.

Les actifs d'impôts différés dont la probabilité de récupération est incertaine à ce jour n'ont pas été reconnus pour un montant 45,3 M€.

4.22 Activités arrêtées ou en cours de cession

Ce poste comporte le résultat de l'exercice 2008-2009 des activités arrêtées ou cédées sur l'exercice 2008-2009 :

- Activité sûreté et sécurité : décision du groupe de sortir ces métiers -5,5 M€
- Servisair Cargo France : décision du groupe de sortir ce métier en France :
-12,3 M€
- Autres activités : -1,9M€

Retraitement du résultat mars 2008

(en millions d'euros)	31/03/08 publié en 2008	ACTIVITE SURETE	ACTIVITE SECURITE	ACTIVITE CARGO France	AUTRES ACTIVITES	31/03/08 publié en 2009
Chiffre d'affaires	2 022,1	18,3	21,3	3,0	3,4	1 976,0
Autres produits de l'activité	1,0	0,0	0,0			1,0
Achats consommés	(1 073,8)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(0,1)	(1 072,4)
Charges externes	(258,7)	(1,4)	(2,2)	(0,6)	(1,3)	(253,2)
Charges de personnel	(563,7)	(17,0)	(18,7)	(1,4)	(4,9)	(521,7)
Impôts et taxes	(25,7)	(0,5)	(0,9)	(0,1)	(0,3)	(23,9)
Dotations aux amortissements	(51,4)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(50,9)
Dotations aux provisions	(5,3)	(0,2)	(0,2)		(0,0)	(4,9)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	0,4					0,4
Autres charges d'exploitation	(8,4)	(0,6)	(0,0)	(0,2)	2,0	(9,6)
Autres produits d'exploitation	15,2	0,4	0,6		1,0	13,3
Résultat opérationnel courant	51,6	(1,2)	(0,7)	(0,2)	(0,4)	54,0
Autres charges opérationnelles	(15,6)					(15,6)
Autres produits opérationnels	10,0					10,0
Résultat sur cessions de participations consolidées	0,0					0,0
RESULTAT OPERATIONNEL	46,0	(1,2)	(0,7)	(0,2)	(0,4)	48,4
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0,2					0,2
Coût de l'endettement financier brut	(29,1)	0,0	0,0	(0,6)	(0,0)	(28,4)
Coût de l'endettement financier net	(28,9)	(0,0)	(0,0)	(0,6)	(0,0)	(28,3)
Autres charges financières	(14,7)	0,0	(0,1)	0,0	0,0	(14,6)
Autres produits financiers	16,1	0,0	0,0		0,0	16,1
Résultat financier net	(27,5)	(0,0)	(0,1)	(0,6)	(0,0)	(26,8)
Part de résultat des sociétés mises en équivalence	3,3					3,3
Impôts sur les bénéfices	(6,3)	0,0	0,0		0,0	(6,3)
Résultat net	15,5	(1,2)	(0,7)	(0,8)	(0,4)	18,6
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	0,4	1,2	0,7	0,8	0,4	(2,8)
						0,0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	15,8	0,0	0,0	0,0	0,0	15,8

Impact résultat au 31 mars 2009

En M€	31-03-09	31-03-2008
Chiffre d'affaires	41,4	46,0
Autres produits de l'activité	0,0	0,0
Achats consommés	(2,2)	(1,4)
Charges externes	(11,7)	(5,5)
Charges de personnel	(38,3)	(42,0)
Impôts et taxes	(2,1)	(1,8)
Dotations aux amortissements	(0,7)	(0,5)
Dotations/reprise provisions	(3,6)	(0,0)
Autres produits et charges d'exploitation	2,4	3,1
Résultat opérationnel courant	(14,7)	(2,1)
Autres charges et produits opérationnels	(4,6)	
Résultat sur cession de participations consolidées	7,7	0,0
Résultat opérationnel	(11,6)	(2,1)
Frais financiers nets	(0,1)	(0,7)
Autres charges et produits financiers	(7,9)	
Résultat avant impôt	(19,6)	(2,8)

Impact bilan au 31 mars 2009

	SURETE / SECURITE	ACTIVITE PORTAGE	CARGO France	AUTRES ACTIVITES	TOTAL
ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES					
Ecart d'acquisition				0,1	0,1
Immobilisations			3,8	2,9	6,7
Autres actifs non courants			0,3	0,0	0,3
Actif circulant			11,2	3,2	14,4
TOTAL ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	0,0	0,0	15,2	6,3	21,6
PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES					
Passifs non courants			2,9	0,5	3,4
Passifs courants	2,0	0,9	17,7	7,5	28,1
TOTAL PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES	2,0	0,9	20,6	8,0	31,5

4.23 Résultat par action

		31-03-09	31-03-08
Résultat Net revenant aux actionnaires de la société (en M€)	(A)	(167,1)	15,7
Résultat net d'impôt part du groupe des activités arrêtées ou en cours de cession (en M€)	(B)	(19,6)	(2,8)
Résultat Net Part de Groupe après neutralisation des activités arrêtées ou cédées (en M€)	(C)	(147,5)	18,5
Impact sur le résultat financier de la dilution (1)	(D)	0,5	0,5
Résultat après dilution	(E)	(147,1)	19,0
Rémunération des apports	(F)		
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice		170 395 882	170 395 882
Titres d'autocontrôle		864 981	774 083
Titres d'autocontrôle fusion			12 839 433
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres d'autocontrôle		169 530 901	169 621 799
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres	(G)	169 530 901	169 621 799
Absa (2)		3 583 616	3 583 616
Options de souscription d'actions (2)			242 000
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice après dilution diminué des titres d'autocontrôle	(H)	173 114 517	173 447 415
Résultat de base par action (en €) (hors activités arrêtées)	(C)/(G)	(0,87)	0,11
Résultat de base par action après dilution (en €)	(E)/(H)	(0,85)	0,11
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées	(A)/(G)	(0,99)	0,09
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées après dilution	(A+D)/(H)	(0,96)	0,09

(1) Taux utilisé 5%

(2) Toutes les options attribuées et tous les BSA sont convertis par hypothèse

4.24 Engagements

4.24.1 Détail des engagements

En K€		Cautions	Garanties	Total au 03-09	31- Total au 09-08	30- Total au 09-08
Loyer	(1)	1,4	29,8	31,1	36,2	
Institutions financières - Prêts	(2)	0,0	0,0	0,0	5,1	
Institutions financières - Crédits court terme		0,8	19,4	20,1	3,0	
Institutions financières - Marchés	(5)	5,0	28,3	33,3	31,5	
Institutions financières - Leasing				0,0	40,0	
Institutions financières - Assurances			4,9	4,9	4,6	
Affacturation	(3)			0,0	0,0	
Travail Temporaire	(4)	3,0		3,0	6,9	
Cautions fiscales		0,6		0,6	0,6	
Divers		1,2	2,4	3,7	3,8	
Total		11,9	84,8	96,7	131,6	

(1) Les garanties données sur les loyers concernent pour l'essentiel la garantie donnée à BAA pour la location d'un entrepôt en Angleterre.

(2) Les garanties données au titre des prêts concernent le financement des activités dans les Iles Britanniques ("Guarantee & Debenture") et en Amérique du Nord.

(3) Garanties données aux banques garantissant un programme d'affacturation.

(4) Cautions données par la maison mère à l'organisme financier délivrant la garantie légale pour l'activité de Travail temporaire.

(5) Cautions données conformément au cahier des charges de certains marchés.

Etat des nantissements

Dans le cadre de la garantie de l'endettement bancaire, Derichebourg SA a accordé au profit des banques participant au crédit syndiqué les nantissements suivants :
nantissement portant sur 51% des actions de la société Derichebourg Environnement,
nantissement portant sur 100% des actions de la société Derichebourg Multiservices.

4.24.2 Contrats de location simple

Le Groupe a conclu des contrats de locations sur certains équipements. Ces locations ont une durée moyenne de 3 à 5 ans.

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants au 31 mars 2009 :

Engagements futurs minimum		
En M€	31-03-09	31-03-08
< à 1 an	(37)	nd
> à 1 an et < 5 ans	(70)	nd
> à 5 ans	(18)	nd
Total	(126)	nd

ND : Non disponible

En M€	31-03-09	31-03-08
Loyers en charge sur l'exercice	(33)	(77)
Total	(33)	(77)

4.25 Litiges significatifs

Derichebourg SA a été débouté en première instance de son action pour dol à l'encontre de M. Jean-Claude Penauille, relative à l'acquisition de JCP Participations en avril 2006.

Derichebourg SA a décaissé 40 M€ sur le semestre majoré des intérêts légaux et a interjeté appel de cette décision.

4.26 Passifs éventuels

Une action est intentée contre la société GEORGE par la SNCB au titre de la pollution du site de Verviers en Belgique. La société GEORGE conteste sa responsabilité dans une pollution historique et a de surcroît mis en cause les anciens administrateurs et actionnaires. En l'absence de chiffrage du risque et du fait d'une responsabilité contestée et non avérée à cette date, aucune provision n'a été constituée. Le groupe dispose en sus d'une garantie d'actif qui réduit de 50% sa propre exposition.

4.27 Transactions avec les parties liées

Le Groupe est contrôlé par CFER qui détient 50.13% du capital de la société. La société mère ultime est DBG FINANCES enregistrée en Belgique.

En M€	31-03-09	30-09-08
FINANCIERE DBG	0,05	0,0
Créances sur les parties liées	0,05	0,0
TBD FINANCE	0,1	
FINANCIERE DBG		
Dettes sur les parties liées	0,1	0,0
TBD FINANCE	(0,1)	
FINANCIERE DBG	(1,1)	(2,1)
Charges opérationnelles	(1,2)	(2,1)
FINANCIERE DBG		
SCI FONDEYRE		(0,02)
SCI DEMUYES		(0,03)
Charges d'exploitation	0,0	(0,1)
FINANCIERE DBG	0,1	0,3
Chiffre d'affaires	0,1	0,3

4.28 Informations sociales

Charges de personnel par nature

En M€	31-03-09	31-03-08
Rémunération du personnel	378,5	412,3
Charges sociales	102,1	108,2
Participations	0,4	3,1
Autres charges de personnel	(1,3)	(1,8)
Total	479,7	521,7

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Derichebourg, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2008 au 31 mars 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1.2. des comptes semestriels consolidés résumés qui présente l'état des négociations liées au financement du groupe et l'incertitude qui en découle en matière de continuité d'exploitation en l'absence de finalisation de ces négociations.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 8 juin 2009

Les Commissaires aux Comptes

HOCHE Audit

ERNST & YOUNG Audit

William Nahum

Valérie Quint